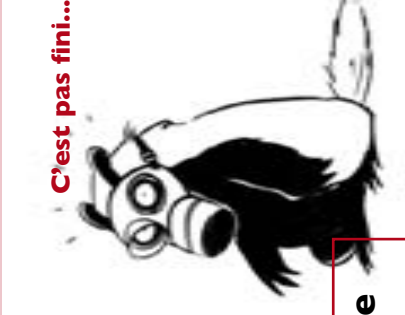




2	Brèves
3	Juste après la frontière
3	Guy Valente
	Pionnier de la culture des petits fruits sur la Montagne limousine
4	Au fil de l'eau entre les sources de la Vienne et la confluence avec la Maulde
10	10 ans de jardins partagés à Eymoutiers
5	Covid et réchauffement climatique
6	La Courte Échelle veut s'installer chez elle
7	2021 - L'année du centenaire des Refuges LPO
8	La reconquête pastorale de la Montagne limousine
9	Berger sur la montagne Limousine
10	Gros temps sur les fermes usines
11	
12	À Tarnac, un trou qui vaut le coup
	Rétropédalage à Vassivière
13	Deux décisions de justice qui remettent les pendules à l'heure
	Les valeurs défendues par la Cimade sont-elles compatibles avec la loi « confortant les principes républicains » ?
14	Peut-on caricaturer le <b>Proph</b> ... Président ?
15	Les faucheurs corréziens
16	Les « Communeux » de la Montagne limousine
17	Quand il neigeait sur le Djebel Amour... 1959-1960
18	À lire et à boire
19	Les chroniques d'exil et cycliste Lectures
20	Bloc-notes





# Juste après la frontière

**A**daptation de la chanson de Ry Cooder (1987), intitulée « Across the borderline ». Reprise par une multitude de chanteurs américains, dont les très connus Bruce Springsteen, Bob Dylan, ou encore Willy Deville. Elle évoque les sentiments contrastés d'un émigré mexicain. Mais cela pourrait se passer à Calais, Menton, Lampedusa ou Lesbos. Nous la dédions, en geste d'adieu, à Donald Trump et son mur. Dans l'original, quelqu'un parle au migrant. Nous avons préféré lui donner la parole.

*C'est un endroit où l'on m'a dit  
Que chaque rue est pavée d'or  
C'est juste de l'autre côté de la frontière*

*Avant que mon tour soit venu  
Voici une leçon que je dois retenir  
Je pourrais perdre bien plus  
Que ce que j'espérais trouver*

*Quand j'atteindrai la terre promise  
Chaque rêve glissera entre mes doigts*

*Alors je saurai qu'il est trop tard pour changer d'avis  
Parce que j'ai payé un sacré prix pour venir de si loin  
Pour aboutir là où je suis maintenant  
Toujours juste après la frontière*

*Après la traversée de la grande bleue  
J'ai découvert mille empreintes de pas sur le sable  
Il me reste un secret auquel personne ne croira  
La mer flue et reflue comme un souffle  
Entre notre vie et la mort*

*Dis-moi qui est le prochain à franchir le pas  
(partie en espagnol)  
Dans la sinistre obscurité  
Aujourd'hui il faut y aller  
Vers ce pays qui nous attend plus loin*

*L'espoir demeure même quand la fierté est perdue  
Et ça me fait avancer  
Comme un appel à travers la frontière*

*Quand j'atteindrai cette foutue terre promise  
Chaque rêve glissera entre mes mains  
Et je saurai qu'il est trop tard pour changer d'avis  
Parce que j'ai payé cher pour venir de si loin  
Juste pour finir où je suis  
Toujours juste de l'autre côté de la frontière*

*Oui je suis toujours juste après la frontière (bis)*

Version à écouter, entre autres, Gaby Moreno et Calexico  
<https://www.youtube.com/watch?v=SEasCKrptdo>

Franchement impossible de manger tranquillement !  
Et ça fait des mois que ça dure, quand c'est pas des images des camps de réfugiés en Bosnie, où certains sont en tongs dans la neige !  
C'est le 195ème épisode des aventures du virus, des variants, de la litanie des morts dans le monde, de la guerre des vaccins dont certains commencent à douter de leur efficacité ! Il y a de quoi vous couper l'appétit !



Et pendant ce temps là, notre couple royal, toujours déconnecté du monde, se paie pour 600 000 € de fleurs coupées, je rêve ! les riches, plus cons, plus riches ! En 2020, les 39 milliardaires français, face aux 10 millions de pauvres, ont engrangé 175 milliards d'euros, soit 2 fois le budget de l'hôpital public !  
Et l'on a manqué de moyens pour produire un vaccin ? Qu'est ce qu'on fout avec ces salopards de capitalistes ?  
On les accroche à la lanterne ?

Et l'État continue de dilapider notre patrimoine en nous faisant payer la note et elle va être salée ! En effet, sous l'impulsion de l'europe des marchands, l'État va mettre en place l'opération Hercule, qui consiste à séparer le groupe EDF en deux entités : EDF Bleu, public, pour porter la dette nucléaire, et EDF Vert, privatisé et coté en Bourse, pour financer la transition vers les énergies nouvelles. Alors accrochez vous à vos factures car elles vont prendre une claque, car c'est nous qui allons éponger le trou des EPR et du nucléaire. Hé oui, on finira irradiés, fauchés, bernés, atteints du virus mais vaccinés peut-être...

Je prendrais bien une petite bière avec mes frites.

m;bernard



Vous pouvez effectuer le règlement de votre abonnement en ligne en utilisant le compte **helloasso** mis à votre disposition sur notre site. HelloAsso est la première plateforme de financement participatif dédiée aux associations et a été créée afin d'offrir à toutes les organisations la possibilité de se financer grâce au numérique via une solution complète, simple et gratuite.  
<https://www.helloasso.com> - Paiement sécurisé.



Trimestriel édité par l'association IPNS..  
Clin d'oeil à "Imprimé Par Nos Soins" que connaissent bien les associations, notre titre décline différemment ses initiales dans chaque numéro.

**IPNS**

Directeur de publication : Michel Lulek - 23340 Faux la Montagne  
Mise en page graphique : Michel Bernard  
Illustrations : Michel Bernard et Philippe Gady  
Imprimerie : Rivet Presse Edition - Limoges, labellisée Imprim'vert  
Commission paritaire : 1022 G 81 797 - ISSN : 1635-0278

<http://journal-ipns.org>



## IPNS - Je m'abonne !

Nom :

Prénom :

Adresse :

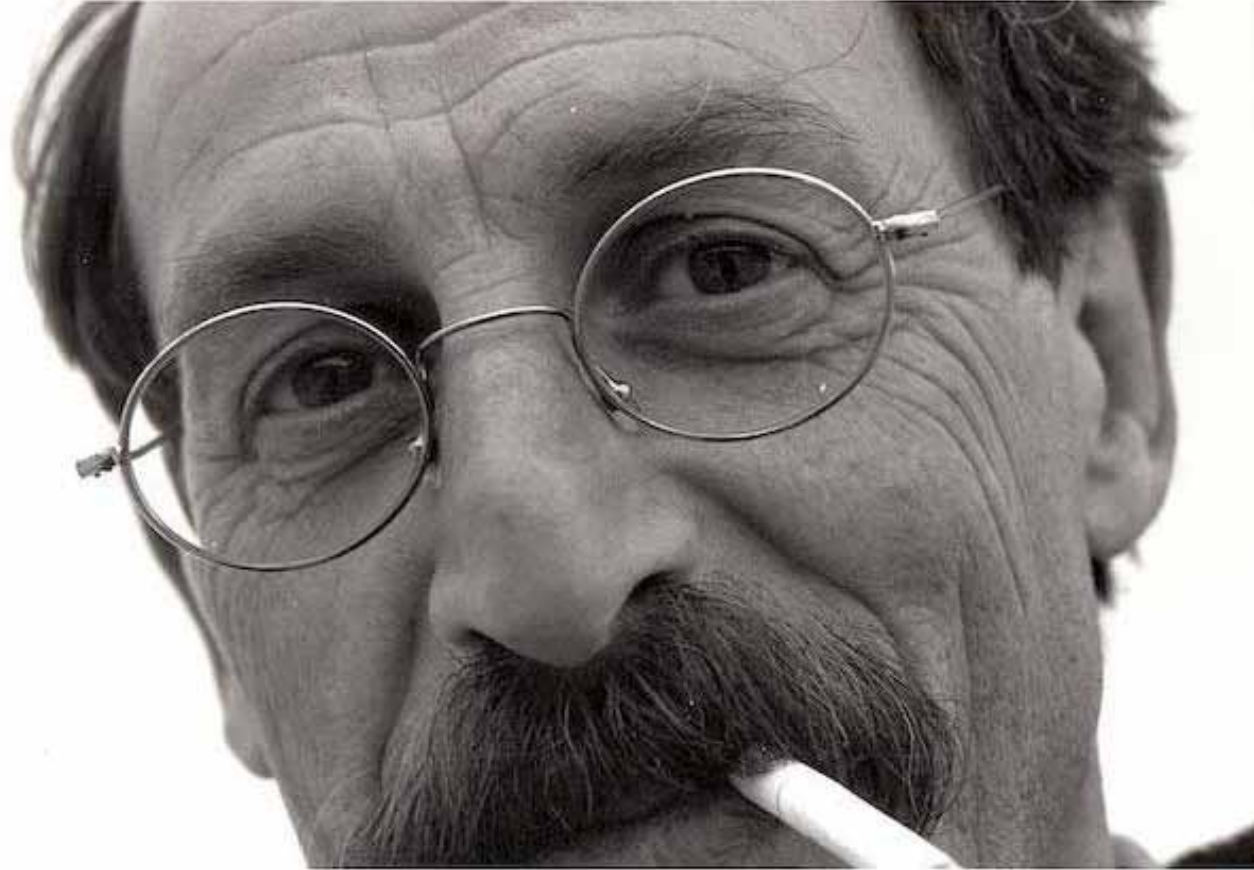
Courriel :

Abonnement pour 1 an (4 numéros), ordinaire 14 € ☐ , de soutien 20 € ou + ☐

Abonnement pour 2 ans (8 numéros), ordinaire 28 € ☐ , de soutien 40 € ou + ☐

Bon à retourner à : IPNS - 23340 - Faux la Montagne





# Guy Valente

## Pionnier de la culture des petits fruits sur la Montagne limousine

Guy Valente est décédé le 17 janvier dernier. Celui que beaucoup connaissait comme le fondateur de la librairie Passe-Temps d'Eymoutiers, était aussi artiste et fut également paysan. C'est cette facette du personnage que Jean-François Pressicaud évoque aujourd'hui.



En 1997, Guy Valente est un des protagonistes du film *Allers et retours à la terre* d'Eric Wittersheim et David Quesemand, dont ces photos sont extraites.

**E**n 1975, après de longs mois de recherches, Guy Valente quitte Paris et l'engagement politique au sein de la Gauche prolétarienne (1) pour s'installer à Beaubier (commune de Royère de Vassivière) sur quelques hectares enfrichés qu'il a pu obtenir de la SAFER. La remise en état des parcelles et de leurs chemins d'accès lui prend beaucoup de temps et d'énergie et il démarre rapidement l'élevage, ovin d'abord, puis, en plus, de chevaux de race Mérens.

### Framboises et myrtilles

Peu après, il complète son activité par la culture et la commercialisation des framboises. Il est le premier à s'y adonner dans ce territoire de la Montagne limousine. Il adhère à la Coopérative d'utilisation de matériel en commun (CUMA) des jeunes agriculteurs de Gentioux, Royère et Faux-la-Montagne au sein de laquelle il rencontre d'autres néo-ruraux.

Avec les militants occitanistes et écologistes, il participe aux luttes contre l'enrésinement, dont un des moments emblématiques a été la marche aux Bordes de la Villedieu du 15 mai 1977 (voir IPNS n°71). Peu après, au tout début des années 1980, il commence la culture des myrtilles avec l'aide de ses voisins du Massoubrot de Saint-Martin-Château, Chantal et Christian Deplasse. Avec Jean-Jacques Peyrissaguet, du Mas, à Faux-la-Montagne, ils ont été les premiers à se lancer en lien avec l'INRA d'Angers dans cette culture qui avait alors un caractère expérimental.

### Syndicat et diversification

Toujours avec Chantal et Christian, ils créent le syndicat des petits fruits, puis une CUMA qui leur permet d'équiper leur atelier (de la culture à la préparation des confitures) et un second à Chavanat autour d'un autre producteur, Alain

Arlettaz. Très rapidement cette culture essaime sur toute la Montagne, en Creuse et en Corrèze. Des associations comme les CIVAM relaient l'information et ceux qui étaient considérés au départ comme des marginaux inefficaces ou utopistes sont montrés en exemple par la Somival (Société de mise en valeur du Massif central), le comité (d'expansion économique) Millevaches et d'autres institutions qui prônent la diversification en agriculture.

Pendant ces années-là, Guy prenait un certain plaisir à rappeler qu'il avait été regardé avec mépris, condescendance et suspicion lors de son installation, et que, quelques années après il recevait à Beaubier des visites nombreuses de représentants d'administrations ou d'institutions diverses, d'enseignants, d'étudiants et d'agriculteurs. Désormais il avait l'impression de faire partie du paysage local... Il fera partie de ces quelques-uns qui, selon un ethnologue venu travailler sur le Plateau, « ont réussi à créer et à imposer de nouvelles formes de production rurale : l'un d'eux [il s'agit de Guy] a fondé une petite entreprise de confitures qui lui permet de vivre correctement et de satisfaire sa passion pour les grandes randonnées. Jonglant habilement avec les contraintes et les opportunités, il commercialise ses produits en vente directe tout en bénéficiant du statut d'agriculteur, évitant ainsi la tenue fastidieuse d'une comptabilité. »

Jean-François Pressicaud

(1) Cet engagement, Guy Valente l'a raconté en 2014 dans la revue *Article 11*. On peut le relire ici : <http://www.article11.info/?La-theorie-je-m-en-foutais#nh1>

### Je suis mort

Autre lieu, autre visage... « Né en 1947 à Nice, Guy Valente entre à l'École Nationale des Arts Décoratifs de Nice, travaille à Paris puis s'installe dans Le Limousin. Aujourd'hui, il pratique différents métiers dont celui de libraire et de galeriste tout en prolongeant son travail photographique. ».

Oui, c'est bien du même homme dont nous parle ici la notice de présentation d'une exposition de Guy Valente aux Modillons, un espace culturel en Charente. En 2011 il y expose, sous le titre osé de « Je suis mort », des photos qu'il réalise avec du papier froissé, des bouts de carton ou des morceaux de bâches. Comme ce remarquable Radeau de la Méduse, incarnation de la dérive du monde...







# Au fil de l'eau entre les sources de la Vienne et la confluence avec la Maulde

UNE FÊTE DU BASSIN VERSANT DE LA VIENNE DU 1<sup>ER</sup> AU 12 JUIN

Un petit groupe d'habitant.e.s investi.e.s dans le « groupe eau » du Syndicat de la Montagne limousine et dans les Fêtes de la Montagne depuis plusieurs années, a réfléchi à l'idée d'organiser une fête du haut bassin-versant de la Vienne ce printemps. Une occasion de faire le point sur l'état de la ressource en eau sur le territoire et sur les questions qui animent les habitant.e.s, usagers et usagères du bassin versant.

Cette fête prendrait la forme d'un événement public itinérant, depuis les sources de la Vienne entre Saint-Setiers et Peyrelevade, en suivant ses différents affluents, jusqu'à Saint-Denis-des-Murs où la Maulde rejoint la Vienne. Ce serait à la fois une fête populaire et un moment de rencontres et de débats autour des différents enjeux qui touchent le bassin versant, à savoir : la qualité de l'eau, des sols, de la biodiversité, la qualité de vie des habitants du bassin, les enjeux économiques également. Nous pensions à un événement « perlé » (comme une série de petits événements plutôt qu'un gros rassemblement), qui descendrait progressivement en suivant la rivière et ses affluents, ce qui permettrait d'éviter les effets de trop grande concentration humaine et de limiter les risques sanitaires. Cela pourrait s'étaler sur une dizaine de jours et mêler des événements d'envergures très différentes : une projection ici, une balade naturaliste là, une table ronde, une exposition, une visite d'ouvrage, un spectacle, une descente en kayak, un témoignage...

## Des conflits d'usage en perspective

L'eau ne connaît pas sur son passage de limites administratives, elle se fiche des limites de propriété. Quand elle disparaît, quand les sources se tarissent, nous sommes tous et toutes également touché.e.s, tant émotionnellement

que physiquement. Nous le sentons venir déjà : la question de la ressource en eau est le sujet brûlant des années qui viennent. Sur le chemin de cette prise de conscience (« l'eau pourrait ne plus couler de source ») de nombreux conflits d'usage vont naître et bruissent déjà. Nous pouvons anticiper ces terrains de conflit, anticiper les conséquences désastreuses des pénuries d'eau et de la hausse des températures, à notre très petite échelle peut-être autant voire plus que dans les grandes réunions internationales. L'eau et par elle, le bassin-versant qui nous traverse et que nous traversons chaque jour nous lie envers et contre tout. Nous pensons qu'il faut sortir les enjeux économiques, patrimoniaux, sanitaires, écologiques, symboliques de la gestion de l'eau, des tiroirs institutionnels où ils reposent, les mettre sur la place publique, produire ensemble une conscience commune du bassin-versant, de ce qu'il y faut permettre, de ce qu'il y faut proscrire, de ce qu'il y faut défendre.

## Un carrefour

Cette invitation s'adresse en priorité aux habitants et habitantes du haut-bassin versant de la Vienne, mais aussi à toutes les communes, associations locales, groupements professionnels qui œuvrent à la préservation de ce bien commun (sous l'angle de la randonnée, des sports de pleine

nature, de la pêche, de la sensibilisation à l'environnement ou de la vulgarisation scientifique, ou encore sous l'angle patrimonial ou artistique). Cette fête pourrait être un carrefour pour nous toutes et tous qui habitons ici et une manière de ne plus laisser traîner les questions brûlantes : l'eau du robinet, la ressource piscicole, la faune et la flore, l'état des sols, le rôle des forêts, des pratiques d'élevage et d'exploitation du bois, l'énergie, la santé... Des traces filmées, audio et graphiques de chacun des événements permettront de garder mémoire de ces moments et de les partager avec toutes celles et ceux qui n'auront pas pu venir ou qui se posent des questions similaires ailleurs. Faisons de la tête de bassin de la Vienne le fil conducteur de nos débats et de nos coopérations à venir.

*Le « groupe Eau » au sein du Syndicat de la Montagne Limousine et d'autres amoureux et amoureuses de la vallée de la Vienne, de la Maulde, de la rivière de Lacelle, du Dorat, de la Feuillade, de la Chandouille, du Menoueix et tous les autres...*

*Pour toute proposition et se tenir au courant des rendez-vous de préparation : [syndicat-montagne@ilico.org](mailto:syndicat-montagne@ilico.org)*

# 10 ans de jardins partagés à Eymoutiers

Cette histoire a commencé avec l'association « Le Monde allant vers... », quelques personnes passionnées de jardins et d'autres qui n'y connaissaient absolument rien. C'était il y a dix ans déjà et elle se poursuit avec toujours autant de volonté pour l'enrichir.

## Un jardin ouvert

Les buts du jardin partagé étaient nombreux. Pour l'association « Le Monde allant vers... », la création d'un jardin pédagogique devait permettre d'initier les enfants aux composts, semences, légumes, etc. Pour d'autres, il s'agissait de créer un lieu de rencontres, d'échanges, de savoirs et d'apprentissages autour de la production de légumes et de semences dans un lieu convivial. Le site que la commune a mis à disposition, le long de la Vienne, est idéal et très paysager. Il permet à des gens de tous horizons de se retrouver. Nous l'avons ouvert au maximum de ses possibilités, avec la possibilité d'avoir une parcelle individuelle ou de participer au grand jardin partagé. En réalité les deux se mélangent très bien.

Sur les pentes du jardin potager nous avons planté des fruitiers. Certains produiront, d'autres sont à greffer. L'ensemble est un espace ouvert : c'est un choix de ne pas le clôturer qui permet à tout le monde de s'y promener tout en le respectant. La seule règle absolue du jardin est qu'il n'y ait aucune utilisation de pesticide, d'engrais chimique ou d'autre produit ne respectant pas l'environnement.

## Même de la vigne !

Tout cela s'est fait progressivement et avec beaucoup de participations extérieures. La première année nous avons défriché, les deuxième et troisième années, nous avons construit une cabane de jardin (avec la participation des compagnons du réseau REPAS, qui tous les ans circulent sur des entreprises de la région) et la quatrième année, nous avons mis en place les carrés de jardin du « Monde allant vers... », des escaliers et une serre. Après l'ouverture du Centre d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) à Eymoutiers nous avons ouvert le jardin à ses résidents, ce qui a permis à des gens desoeuvrés d'avoir une occupation et de pouvoir échanger malgré des langues différentes.

Le jardin partagé est un lieu où beaucoup de choses foisonnent. C'est aussi un lieu artistique avec la très belle sculpture d'Iradj Emami (voir IPNS n° 67), un lieu culturel avec des concerts, un lieu de conservation de vieilles semences, un lieu de pratiques de différents jardinages, de cuisines partagées et qui, j'espère, continuera son chemin avec de nouvelles personnes et toujours de nouvelles idées. En parallèle au jardin partagé, depuis 3 ans, avec

une trentaine de personnes, nous avons planté une vigne collective qui devrait donner son premier raisin cette année. Le but est toujours de faire ensemble et, pourquoi pas, réussir aussi à vinifier un futur très grand cru ? Mais, chaque chose en son temps.

*Jean-Jacques Peyrissaguet*





# Covid et réchauffement climatique

## FACE À LA NATURE, UNE DOUBLE IMPUISSANCE

« Vieux résistant à l'ordre social destructeur de notre terre mère », tel qu'il se définit, Simon Charbonneau, professeur honoraire de droit de la prévention des risques technologiques et naturels à l'Université de Bordeaux et Creusois d'adoption, tire quelques leçons de la crise sanitaire qui nous affecte depuis déjà une année.

**E**n ces temps de désordres provoqués par la pandémie de Covid 19 et de ses « variants », il est difficile de se poser des questions qui risquent de vous faire accuser de « complotisme ». Malgré la foi universelle dans les miracles de la technoscience, on est pourtant bien obligé de constater aujourd'hui une situation inquiétante pour l'avenir de l'humanité... Cela est vrai pour la pandémie comme pour le réchauffement climatique. Faut-il d'ailleurs rappeler que ces deux questions, bien que distinctes apparemment, sont étroitement liées et qu'elles représentent à ce titre un défi que l'humanité n'a jamais connu depuis ses origines.

### Croyance folle

L'humanité doit faire face à ce que le « Progrès » semble lui avoir fait oublier : sa condition éternelle dépendante de la toute puissance de la nature. Il y a là un constat dérangeant pour notre culture historique héritée des Lumières qui a convaincu l'homme moderne qu'il avait définitivement vaincu la Nature grâce à la puissance des moyens inventés par la Révolution industrielle.

Quand je parle de nature, je pense autant à celle qui nous entoure avec ses cours d'eau et sa faune, qu'à notre condition terrestre animale exposée à la souffrance et à la mort. Il semble qu'on ait oublié la sagesse humaine proclamée jadis par le philosophe anglais Francis Bacon pour qui, avant de dominer la nature, il fallait d'abord apprendre à lui obéir. Une vérité aujourd'hui impossible à faire enregistrer par nos plus « grands esprits » ! La découverte récente des conséquences écologiques de nos activités illustre parfaitement cette vieille vérité née de l'expérience millénaire de notre relation à la nature dont malheureusement nous n'avons pas voulu tenir compte. L'irruption mondiale de l'épidémie de Covid a mis à mal notre croyance un peu folle dans la toute puissance de nos moyens d'intervention dont fait partie la médecine moderne.

### Paradoxe

C'est ainsi que nous vivons depuis un an en Europe un confinement des populations censé nous protéger les uns les autres de tout risque de contamination. Un choix politique censé faire reculer la maladie mais qui interdit toute forme de vie sociale et économique. Le paradoxe fait que pour survivre, on nous empêche de vivre ! Ce régime qu'on pourrait qualifier de dictature sanitaire repose sur le postulat de l'efficacité des mesures contraignantes. Après un an de ce régime, l'apparition des variants fait cependant naître un doute. On peut se demander si les progrès scientifiques épidémiologiques ne se heurtent pas à la complexité du réel organique et à l'absence de retour

d'expérience relative à l'ampleur de cette pandémie. Il y a là un questionnement qui renvoie aux origines de la démarche scientifique, surtout si l'on pense aux causes environnementales de l'apparition du virus.

### Impuissance politique

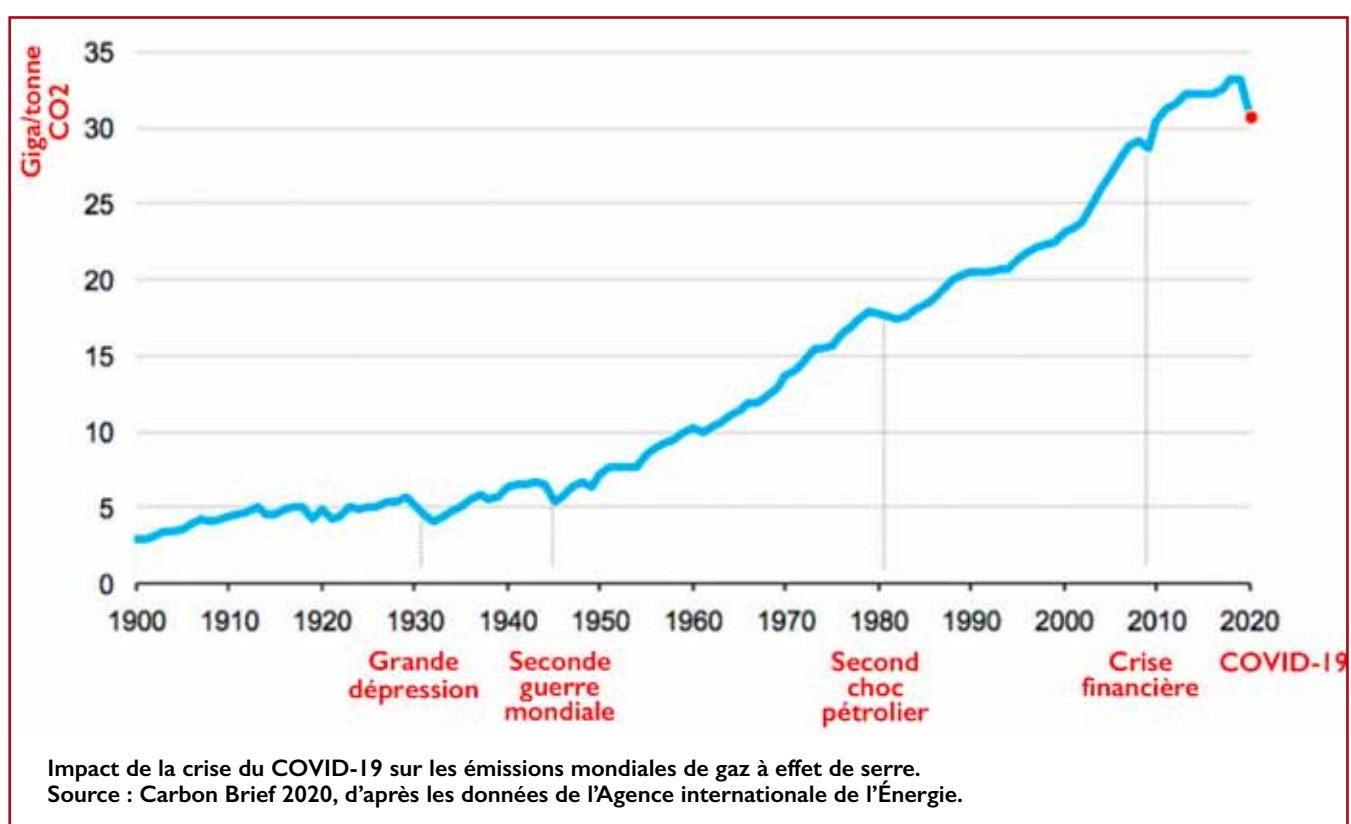
Ici se situe le lien avec les causes environnementales des désordres climatiques. Selon les spécialistes, ce sont les déboisements massifs sur la planète qui ont sans doute libéré de tels virus tout en limitant l'absorption du CO<sub>2</sub> par les forêts. Il y a là un exemple particulièrement éclairant d'impuissance à maîtriser le réchauffement climatique malgré le flot de discours officiels tenus lors des sommets consacrés à la question. Tout le monde peut le constater : les engagements pris par les États les plus pollueurs lors des diverses COP n'empêchent nullement le réchauffement inexorable de la planète. L'impuissance politique est ici manifeste. Cette impuissance est à mon avis un signe symbolique de la toute puissance de la nature dont le commun des mortels ne veut pas entendre parler ! Le deuxième facteur liant la pandémie au réchauffement climatique réside dans le fait paradoxal que toutes les mesures destinées à lutter contre la maladie contribuent largement à l'expansion du numérique qui favorise un « monde sans contact » où l'usage d'internet se généralise. Outre la déshumanisation radicale que cela crée, il est évident, comme le démontrent très bien Gérard Dubey et Alain

Gras (dans *La servitude électrique : du rêve de liberté à la prison numérique*, éditions du Seuil, 2021) que cela contribue à la croissance de la consommation d'énergie qui est à l'origine du réchauffement climatique. Il n'y a même plus le souci de lutter contre ce dernier puisqu'au contraire on encourage les processus destructeurs en cours. Ceci étant dit, il faut aussi reconnaître que le grave impact économique du confinement a eu des conséquences sur le taux de croissance des pays les plus développés, ce qui ne peut que contribuer à faire baisser, au moins temporairement, le réchauffement. Comme quoi il existe une certaine ambivalence des liens existant entre les deux formes de désordre...

### Aveuglement prométhéen

Si l'on réfléchit à ces deux formes d'impuissance anthropologique, on s'aperçoit qu'elle nous renvoient toutes les deux à nos responsabilités fondées sur ce que Günther Anders appelait l'esprit prométhéen de l'homme moderne qui est la vraie cause de la situation tragique à laquelle nous devons faire face. C'est pourquoi la seule réponse est celle d'une vraie révolution anthropologique destinée à faire comprendre que la direction à prendre, c'est de renoncer à notre aveuglement prométhéen.

Simon Charbonneau







# La Courte Échelle veut s'installer chez elle

À Eymoutiers l'association La Courte Échelle, que certains connaissent encore sous le nom de Café des z'enfants, prévoit d'acquérir la maison dans laquelle elle mène ses activités depuis 2019. Pour cela, elle a lancé un appel à dons ou à participation auquel chacun peut souscrire. Laissez-vous convaincre !

Aujourd'hui mercredi 16h, Gaspard dessine les animaux qu'il collera dans le livre pêle-mêle qu'il est en train de fabriquer, aidé de sa grand-mère et guidé par l'animatrice. Issa, lui, découpe et colle soigneusement les siens. Issa a terminé. Gaspard se lasse, il préfère jouer à un jeu de société, il finira le livre chez lui avec Mamie. Ici, à La Courte Échelle, pas d'obligation, c'est l'enfant qui décide ce qu'il veut faire ou ne pas faire. L'odeur du pain d'épice commence à embaumer la pièce, c'est bientôt l'heure du goûter. Son travail administratif achevé, l'autre employée de l'association, vient en renfort. Elle se charge de l'accueil et de servir les boissons pendant que sa collègue range le matériel qui a servi pour l'atelier graphique. Une adhérente, venue seule, profite de la connexion Internet en buvant son café. Dehors, les plus grands apprennent joyeusement à utiliser les boomerangs qu'ils ont fabriqué tantôt avec Christo, animateur de l'association R 2 jeu, passé maître dans l'art de faire voler toute sorte d'objets identifiés. Deux enfants ont préféré rester bouquiner à l'étage, au calme. Cette après-midi, il y a foule à La Courte Échelle, le café des enfants d'Eymoutiers, il faut dire que deux animations le même jour, ça fait venir du monde... Hier, mardi, en fin d'après-midi, des adhérent-e-s sont venu-e-s visionner un film documentaire qui s'est clôturé sur un débat. Demain matin, premier jeudi du mois, des familles d'enfants en bas âge ou non-scolarisés viendront profiter de la foire et des jeux de La Courte Échelle. Peut-être. En général, au cours de la semaine, la fréquentation est aléatoire, parfois c'est plein, parfois il n'y a personne pendant un moment, puis les adhérent-e-s viennent au compte-goutte. En revanche, le samedi matin, jour de marché, le local est toujours plein. Il y a bien sûr des familles qui viennent profiter des livres et des jeux, mais aussi beaucoup de personnes sans enfant qui viennent se retrouver autour d'un café ou manger un morceau car, ce jour-là, un plat simple et bon marché est proposé aux adhérent-e-s.

## Un lieu intergénérationnel

Face au constat qu'il n'existait que très peu d'endroit où les parents et leurs enfants peuvent passer du temps ensemble et faire des activités communes, Cadine, Isabelle, Frédérique et Florence ont eu envie de monter une structure dans laquelle une grande place serait faite aux enfants. Un lieu pour les familles, mais pas seulement, un lieu intergénérationnel ouvert à tou-te-s, même sans enfant. C'est ainsi qu'en 2011, l'association La Courte Échelle est née. Au cœur du projet, il y a avant tout l'épanouissement de l'enfant, le respect de sa personne et de ses droits, l'esprit de la convention des droits de l'enfant, citée en préambule des statuts, et la volonté de faire participer les enfants le plus possible à la vie de l'association. D'abord itinérante, La Courte Échelle s'est ensuite installée deux ans à Peyrat-le-Château, sous le nom de Café des z'enfants. En 2013, elle a reçu l'agrément d'Espace de vie sociale par la Caisse d'allocations familiales de la Haute-

Vienne - toujours en vigueur à ce jour - et a pu créer trois postes salariés : un emploi associatif en CDI et deux emplois aidés. En 2014, le Café des z'enfants a déménagé dans un petit local de la place Jean-Jaurès à Eymoutiers, élargi ses horaires d'ouverture à trois jours par semaine, développé des partenariats, mis en place de nouvelles actions et a vu le nombre de ses adhérent-e-s monter en flèche. Depuis lors, La Courte Échelle a connu des périodes prospères et d'autres plus difficiles (baisse des subventions publiques, suppression des emplois aidés, manque de forces vives, etc.). Mais après dix ans d'existence, elle est toujours là et nécessaire, voire indispensable, pour nombre de ses adhérents. Ce qui plaît tant dans ce lieu est avant tout les liens sociaux qui s'y nouent assez facilement car La Courte Échelle est un lieu propice aux rencontres, aux échanges. C'est un endroit important pour les parents isolés, qui passent beaucoup de temps seuls avec leur-s enfant-s en bas âge, pour certaines personnes vivant seules venant simplement y passer un moment pour voir du monde ou proposer bénévolement une activité, pour les parents qui pratiquent l'instruction en famille ou encore pour les familles qui viennent de s'installer dans les environs et cherchent à lier connaissance. Outre sa fonction d'accueil et d'animation, l'association s'est aussi donné pour mission de soutenir la parentalité à travers des discussions entre parents (la mensuelle Parlotte des familles), des rencontres, des projections, des ateliers, la mise à disposition de livres et de revues... Autant d'actions qui permettent d'aider les familles qui en ont besoin.

## Acheter la maison

Depuis 2019, le nom Café des z'enfants n'est plus utilisé et c'est désormais La Courte Échelle, le nom d'origine de l'association, moins restrictif, qui est mis en avant. Certes La Courte Échelle est toujours un café des enfant mais, dans un souci d'ouverture du lieu à tous les publics, et notamment aux adolescents, le nom a été changé. Toujours dans une volonté d'ouverture, l'association s'est récemment restructurée afin de faciliter l'implication bénévole. Chacun-e est invité-e à participer au projet en s'inscrivant dans la/les commissions de son choix : ressources humaines, local, animation, communication et finances. En 2019 également, afin d'accueillir le public dans de meilleures conditions, La Courte Échelle a quitté le local trop exigu qu'elle occupait depuis son installation à Eymoutiers et a emménagé dans un bâtiment plus spacieux, toujours sur la place Jean-Jaurès. Malheureusement, après s'être beaucoup investi dans l'aménagement de cette nouvelle maison, les membres de l'association ont appris que le propriétaire avait décidé de la mettre en vente. Pour que l'avenir de la structure ne soit pas mis en péril et que l'association puisse être sûre de rester dans ce local, l'idée d'acheter ledit local est née. La Courte Échelle n'ayant pas les moyens d'acquérir ce bien, elle a soumis ce projet à l'Arban, Société coopérative d'intérêt collectif basée à Faux-la-Montagne, qui mène une politique de remise en

vie du bâti ancien au cœur des bourgs ruraux du plateau de Millevaches. Le projet ayant été estimé réalisable, une collecte de fonds a donc été lancée. Si cette campagne de financement permet de réunir la somme nécessaire, l'Arban pourra acquérir le lieu et deviendra le bailleur de La Courte Échelle. L'argent collecté sera complété par un emprunt bancaire et permettra de réaliser des travaux de rénovation et d'isolation ainsi que l'installation d'une indispensable chaudière. Pour l'heure, un chauffage performant fait cruellement défaut dans cette bâtisse, ce qui représente un désagrément important pour les salariés et un vrai frein pour les activités quand vient le temps de l'hiver limousin. Plusieurs projets construits avec l'Arban ont déjà été menés avec succès, notamment à Gentioux, en Creuse, où la Renouée, lieu de vie ouvert, chaleureux et foisonnant a pu voir se développer durablement de nombreuses activités. L'achat et la rénovation de cette maison permettra de pérenniser l'implantation de La Courte Échelle dans la commune d'Eymoutiers, de continuer les actions en place, d'en développer de nouvelles, d'ouvrir de nouveaux espaces et d'accueillir le public dans des conditions de bien-être optimales. Après des débuts timides, la campagne de finalement a peu à peu pris son essor. Une contribution plus importante est venue faire pencher la balance du bon côté et permettre d'entrevoir une issue favorable. Les petits ruisseaux font les grandes rivières et chaque participation compte, sans oublier que les dons peuvent être déduits des impôts. Du montant final réuni dépendra la quantité et la qualité des travaux qui pourront être faits et donc des activités qui pourront être déployées. Vous pouvez permettre d'enrichir durablement la vie quotidienne sur notre territoire en créant un lieu de vie et de partage, ouvert à votre participation et vos envies. Pour nos enfants, pour nous, pour construire ensemble un futur meilleur.

Amandine Boucher

Pour en savoir plus : <https://courteechelle.wordpress.com>

## Comment soutenir le projet ?

- > En faisant un don directement en ligne via la page helloasso de la Courte échelle : <https://www.helloasso.com/associations/la-courte-echelle/collectes/achat-de-notre-local-a-eymoutiers-appel-a-contribution>
- > En faisant un don non défiscalisé sous forme de chèque à l'association La Courte Échelle.
- > En faisant un don défiscalisé sous forme de chèque au fonds de dotation La Solidaire (crédit d'impôt de 66 % du montant de votre don).
- > En prenant une ou des parts sociales en votre nom à L'Arban (déduction fiscale à hauteur de 18 %) qui seront attribuées à la campagne de dons. Vous devenez alors sociétaire de l'Arban et vous soutenez les projets de la coopérative.





# 2021 L'année du centenaire des Refuges LPO

Chaque année, la LPO met à l'honneur un thème particulier sur lequel elle communique de manière importante. Après l'année du Hérisson en 2020, ce sont les Refuges LPO qui sont mis à l'honneur en 2021. Cette année est en effet particulièrement importante car elle signe l'année du centenaire des Refuges LPO suite à la création du premier Refuge en 1921, visant à l'époque à restaurer la forêt domaniale de Mormal dans le Nord (59), ravagée par les obus de la première guerre mondiale.

**D**epuis, le programme Refuges LPO n'a cessé de se développer, d'abord pour protéger les oiseaux auxiliaires des cultures, puis pour combattre la loi Verdeille qui, en 1964, créa les Associations Communales de Chasse Agréées (ACCA) et donna à leurs membres l'autorisation de chasser sur les terres d'autrui, même s'ils n'étaient pas d'accord. Aujourd'hui, La LPO s'investit pour préserver la biodiversité au sens large avec son réseau de refuges pour la faune et la flore sauvages, le sol, l'environnement... partant du principe que c'est l'ensemble des écosystèmes qu'il faut protéger. Ces Refuges LPO sont des terrains publics ou privés, de toute taille et de toute nature, sur lesquels le propriétaire ou le gestionnaire s'engage moralement à préserver ou restaurer la biodiversité de proximité. La création de ces Refuges s'adresse aussi bien à des particuliers (propriétaires de jardins, balcons ou terrasses), qu'à des personnes morales (établissements, collectivités ou entreprises), qui souhaitent faire de leur site un endroit où la protection et la valorisation de la nature sont prises en compte dans la gestion quotidienne. Il s'agit donc d'une démarche écocitoyenne, au cœur des Trames Vertes et Bleues (TVB). Le nombre important de participants fait de ce réseau actif en faveur de la biodiversité le premier réseau de jardins écologiques de France. Sa taille importante permet également de donner de la crédibilité à la LPO pour agir auprès des instances politiques et officielles pour faire évoluer les lois de protection de la nature. En devenant Refuge LPO, le propriétaire ou gestionnaire s'engage à respecter au mieux la charte des Refuges ; engagement moral à préserver la nature et améliorer la biodiversité sur son terrain. Celle-ci se base actuellement sur 4 piliers principaux :

- 1 - Créer des conditions propices à l'installation de la faune et de la flore sauvage, en veillant à la tranquillité des lieux, en diversifiant et en aménageant, selon la surface du Refuge, des milieux favorables à la faune et la flore sauvage et en privilégiant la plantation d'espèces poussant naturellement dans la région ;
- 2 - Renoncer aux produits chimiques, en adoptant un mode de gestion écologique et en préférant les techniques manuelles de désherbage, les produits biologiques et les engrais naturels ;

3 - Réduire son impact sur l'environnement, en adoptant des gestes écocitoyens, notamment en utilisant raisonnablement les ressources naturelles comme l'eau et en recyclant les déchets ;

4 - Faire de son Refuge un espace sans chasse pour la biodiversité, en s'engageant à ne pas chasser dans le Refuge LPO s'il se situe dans une zone où la chasse peut s'exercer et en entreprenant toute démarche utile pour que la chasse puisse y être interdite.

Aujourd'hui, la LPO compte plus de 35 000 terrains labellisés Refuges LPO sur le territoire, totalisant 45 000 hectares d'espaces de nature préservés. Dans le Limousin, on en compte près de 500 dont environ 80 dans le département de la Creuse.

Tout au long de cette année anniversaire, les Refuges seront donc mis à l'honneur au niveau national. Pour cette occasion, la LPO aura à cœur de vous présenter des initiatives, des dates clés dans l'histoire du réseau des Refuges, des témoignages et retours d'expérience de la communauté mettant en lumière leur engagement, et différentes autres surprises, sur ses différents supports de communication (sites internet, réseaux sociaux...).

A l'échelle du Limousin, nous avons également comme projet de valoriser le programme Refuge en organisant au printemps (si les conditions sanitaires le permettent), des journées portes ouvertes dans des Refuges LPO de chaque département (Corrèze, Creuse et Haute-Vienne). Ces journées seront à destination des adhérents de la LPO et des membres du programme Refuge dans le Limousin. Ces moments de partage seront l'occasion de découvrir les actions mises en place sur ces terrains pour préserver au mieux la biodiversité tout en partageant sur une passion commune.

Si vous êtes intéressé par la création d'un refuge LPO sur votre terrain, vous pourrez trouver des informations supplémentaires sur les Refuges et les modalités d'inscription sur site internet de la LPO (<https://www.lpo.fr>) ou sur le site internet dédié aux Refuges LPO (<https://refuges.lpo.fr>). Vous pouvez également contacter la LPO Limousin ([limousin@lpo.fr](mailto:limousin@lpo.fr)).

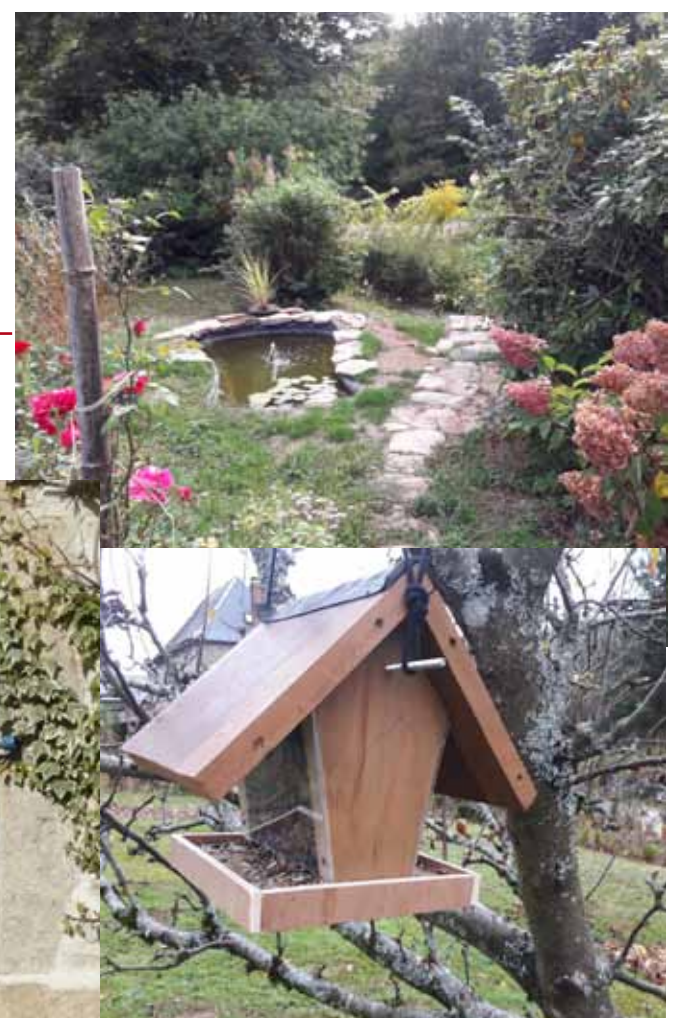
Laureline Boulanger  
LPO Limousin

## La Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO)

La LPO est une association de protection de la nature nationale rassemblant aujourd'hui près de 57 000 adhérents, 550 salariés et 8000 bénévoles actifs sur le territoire national. Elle œuvre au quotidien pour la protection des espèces, la préservation des espaces, ainsi que pour l'éducation et la sensibilisation à l'environnement. Elle est également le représentant officiel en France du réseau BirdLife International, la plus importante alliance d'ONG œuvrant pour la protection de la nature dans le monde (120 représentants et près de 2,8 millions d'adhérents dans le monde).

Créée en 1912 pour mettre un terme au massacre du macareux moine, un oiseau marin encore présent en Bretagne et devenu depuis son symbole, la LPO est reconnue d'utilité publique en 1986 et est aujourd'hui dirigée par Yves Verilhac et présidée par Allain Bougrain Dubourg.

En 2018, la Société d'Etude et de Protection des Oiseaux du Limousin (SEPOL) intègre la LPO France et devient une délégation Territoriale de la LPO nationale : la LPO Limousin, dont le siège est situé à Aix-sur-Vienne. La LPO DT travaille sur tout le territoire Limousin et compte aujourd'hui 5 salariés. En 2020 elle regroupait près de 750 adhérents grâce à la présence de groupes bénévoles géographiques et thématiques sur l'ensemble du Limousin.



## Gîte de Neuville - Saint-Martin-Château - Refuge LPO

Sur la base d'une documentation détaillée sur les oiseaux et la bio-diversité, ce gîte s'est doté de divers supports matériels : nichoirs, mangeoires, hôtel à insectes, bassin et d'un jardin régulièrement fleuri..





# La reconquête pastorale de la Montagne limousine

Depuis un peu plus de 10 ans, un petit groupe d'éleveurs (majoritairement ovins) de la Montagne limousine, aujourd'hui rassemblés au sein de l'Association pour le Pastoralisme de la Montagne limousine (APML), s'attache à revaloriser les surfaces pastorales du territoire. Le pâturage de ces surfaces, comprenant des tourbières, des landes à callune et des écosystèmes forestiers à différents stades de développement (allant de la friche forestière au sous-bois) présente de nombreux avantages pour les éleveurs. Elles fournissent en effet des ressources fourragères à pâturer tout au long de l'année et permettent aux éleveurs de prolonger la période annuelle de pâturage des troupeaux et donc de diminuer les besoins en fourrages. De plus, le pâturage des tourbières (écosystèmes humides dominés par la molinie bleue) est aujourd'hui un levier essentiel de résilience face aux sécheresses estivales de plus en plus récurrentes.



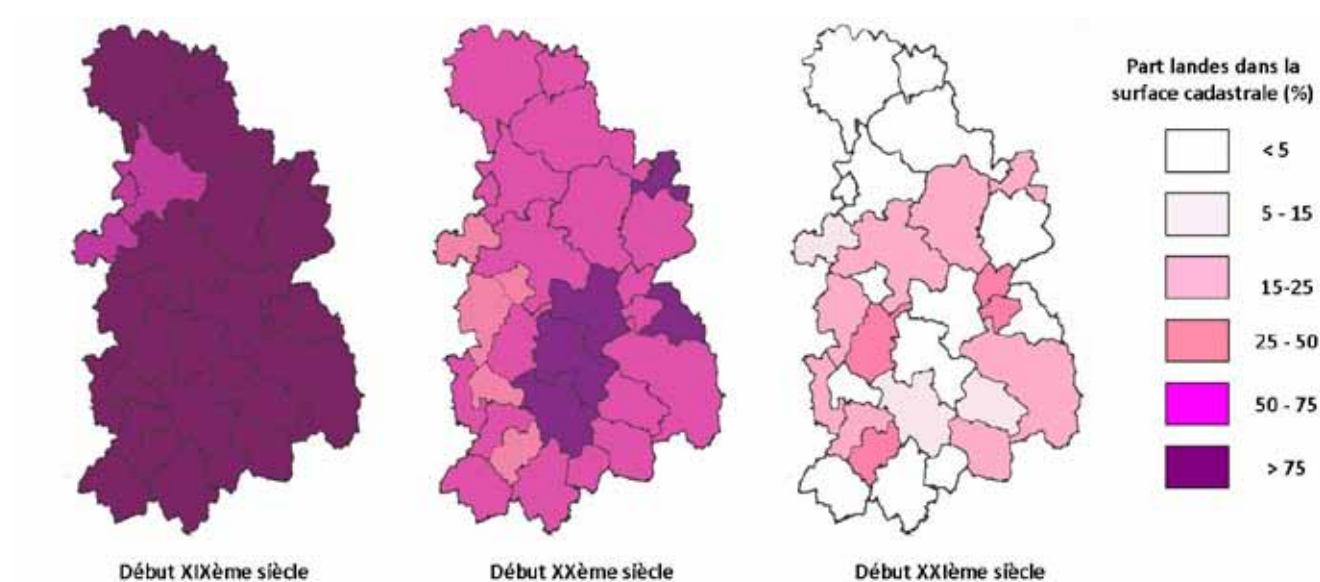
Cette reconquête pastorale fait suite à un abandon généralisé de ces surfaces au cours des sept dernières décennies et implique de nombreuses modifications des systèmes d'élevage et un renouveau de certaines pratiques, comme la garde des troupeaux par un berger. En proposant une nouvelle logique de fonctionnement, basée sur la valorisation d'écosystèmes spécifiques à forte valeur environnementale et paysagère et sur la maximisation de la part du pâturage dans l'alimentation des troupeaux, ce collectif d'éleveurs propose une alternative au développement agricole majoritaire de la Montagne limousine.

## Des surfaces pastorales autrefois piliers de l'économie agricole

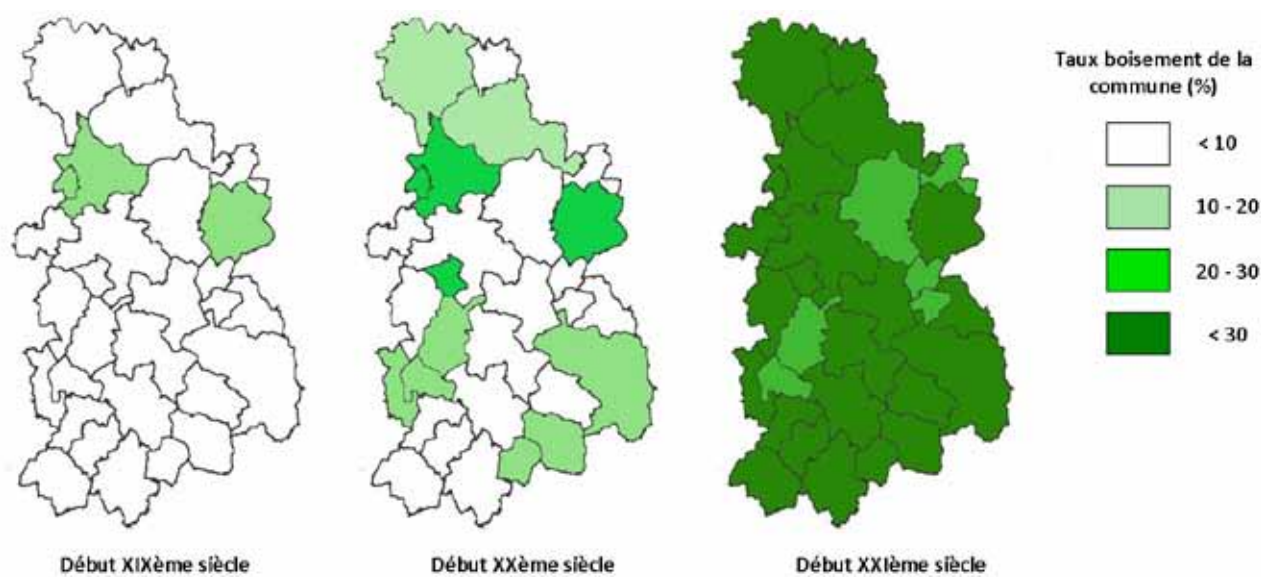
Si aujourd'hui plus de 60 % de la surface de la Montagne est recouverte de forêts (dont plus de 50 % sont des plantations de résineux), il n'en a pas toujours été ainsi. Jusque dans les années 1950, ce petit massif granitique était en effet dominé par les landes à bruyères qui recouvraient 70 % du territoire. Avec plus de 15 % en zones humides, les surfaces pastorales représentaient donc plus de 85 % de la totalité des surfaces disponibles à l'échelle de la Montagne, parfois surnommée la « petite Écosse ». Les landes et les tourbières avaient un rôle prédominant dans l'économie agricole de l'époque. Les landes étaient pâturées toute l'année par les troupeaux ovins, systématiquement sous la surveillance d'un berger, du fait de l'absence de clôtures et du statut communal de ces espaces. Les tourbières étaient pâturées par les bovins de la fin du printemps au début de l'automne, également sous la surveillance d'un membre de la famille. Les prairies étaient inexistantes (tout comme la forêt) et les rares prés, irrigués par des rigoles, réservés pour la fauche. Les troupeaux étaient ramenés tous les soirs en bâtiment, afin de recueillir les déjections des animaux et de fertiliser les rares terres labourables. Les surfaces pastorales étaient donc la base de l'alimentation des troupeaux de l'époque, et la source de la fertilité des terres céréalières. Autrefois essentiellement communales, elles furent partagées entre agriculteurs au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

## Un bouleversement paysager sans précédent

À partir des années 1950-1960 s'est enclenchée sur la Montagne limousine, comme partout en France, la révolution agricole du XX<sup>e</sup> siècle. Basée sur la motorisation et les intrants issus de la pétrochimie, elle visait à augmenter la productivité physique du travail, c'est à dire à ce qu'un actif agricole puisse exploiter un



Graphique 1 : Évolution de la surface des landes à bruyère sur la partie centrale de la Montagne limousine entre les communes de Royère-de-Vassivière (Creuse) au nord et de Chaumeil et Saint-Yrieix-le-Déjalat (Corrèze) au sud.



Graphique 2 : Évolution des surfaces boisées sur la même zone que le graphique 1

nombre croissant d'hectares et élever un nombre croissant d'animaux. La révolution agricole du XX<sup>e</sup> siècle, si elle a permis de spectaculaires gains de productivité, a été à l'origine d'un exode rural massif. Sur la Montagne, elle a conduit à une modification complète de l'utilisation des différents écosystèmes, et donc des paysages. Les landes à bruyères furent à partir des années 1950 massivement enrésinées par tous les agriculteurs qui quittaient la région pour aller travailler dans les grandes

villes. Les agriculteurs qui restaient en activité n'étaient en effet pas assez nombreux et n'avaient pas les moyens de reprendre toutes les terres laissées vacantes. De plus, le fonds forestier national, créé en 1946, subventionnait massivement les plantations de résineux (à l'époque surtout des épicéas) et les agriculteurs en partance pour les villes y voyaient un moyen de faire fructifier des terrains qui, autrement, auraient été abandonnés.



À partir des années 1970, les landes qui avaient échappé à la plantation furent en grande partie défrichées et mises en prairies. Les cultures céréalières ne purent résister aux importations massives de céréales et de paille des régions de grandes plaines, facilitées par la révolution des transports. Elles n'ont cessé de régresser depuis les années 1960, et les terres céréalières furent elles aussi mises en prairies. En l'espace de quelques décennies, la Montagne limousine, autrefois terre de landes à bruyère, fut donc massivement enrésinée, défrichée et mise en herbe. La fertilisation des surfaces labourables, qui dépendaient auparavant uniquement des déjections animales, est depuis cette période largement tributaire des engrais de synthèse. Cette évolution paysagère (voir graphiques 1 et 2) alla de paire avec une modification complète des systèmes d'élevages.

**L'avènement du broutard et de l'agneau de bergerie**

Suite à l'exode rural massif, et donc à la diminution du nombre d'actifs par ferme, les pâturages furent peu à peu clôturés. Les clôtures à moutons étant plus chères, cet élevage disparut de la plupart des exploitations où il ne restait plus qu'un actif. Jusque dans les années 1970, l'élevage bovin était centré sur l'élevage de veaux sous la mère, qui restaient en permanence dans l'étable. Du fait de l'astreinte de la tétée deux à trois fois par jour, les troupeaux bovins ne pouvaient s'éloigner des exploitations. Du fait d'un élevage très intensif en travail, le nombre de vaches que pouvait gérer un agriculteur était donc limité. Au cours de cette période se met donc en place une nouvelle filière : celle des broutards, à l'époque essentiellement à destination de l'Italie. Ces veaux, nés au printemps pour la plupart, sont vendus non engraisés à 8-9 mois. Ils suivent au pâturage leur mère et demandent bien moins de soins que les veaux sous la mère. Cette nouvelle production a donc permis la mise en place d'un élevage extensif de plein air où les troupeaux peuvent rester bien plus loin des exploitations qu'auparavant (il n'est plus besoin de les ramener tous les soirs à l'étable). Un actif agricole a donc pu élever plus de vaches qu'en système veau sous la mère, et d'autant plus que du matériel de plus en plus puissant a permis de faucher des surfaces de plus en plus importantes, et donc de nourrir de plus en plus de bêtes. L'élevage de broutards est donc très consommateur de surfaces et a permis un agrandissement sans précédent des exploitations : alors que les plus grosses exploitations des années 1950 élevaient une grosse vingtaine de vaches sur une centaine d'hectares, les plus grandes excèdent aujourd'hui les 400 hectares pour des troupeaux allant jusqu'à 250 vaches. L'élevage ovin, autrefois majoritaire sur la Montagne, a également connu de profondes transformations. Jusque dans les années 1970, les agneaux naissaient à la fin de l'hiver, suivaient leur mère au pâturage et étaient vendus à la fin de l'été sur les foires. Avec un accès désormais facilité aux intrants, les exploitations qui ont conservé des ovins (en général celles avec 2-3 actifs agricoles) se sont tournées vers l'engraissement en bergerie avec agnelage en automne de manière à vendre des agneaux pour Pâques. Les troupeaux ovins ont donc cessé de sortir en hiver, les brebis ayant des agneaux à allaiter à cette période, ce qui accroît les besoins en fourrages, en plus des achats d'aliments pour engraisser les agneaux.

**La marginalisation des surfaces pastorales**

À chaque fois que les exploitations se sont agrandies au cours des dernières décennies, elles se sont avant tout concentrées sur les terres mécanisables, ce qui fait que de très nombreux secteurs de tourbières et de landes ont été abandonnés et se sont enfrichés. Lorsque les agriculteurs en ont encore sur leurs exploitations, l'usage de ces surfaces pastorales reste limité : elles ne sont pâturées que de manière marginale, un à deux mois par an. Cette tendance a été accentuée par la sélection génétique : les bovins de race limousine ont pratiquement doublé de poids en 70 ans et s'enfoncent bien plus dans les tourbières qu'auparavant. Les ovins, de plus en plus croisés avec des races de plaine peu rustiques comme la Suffolk, ont également de plus en plus de mal à tirer parti de ces écosystèmes. Soixante dix ans de développement agricole ont donc conduit à l'abandon massif des surfaces pastorales, en parallèle à une très forte diminution du nombre d'exploitations. Celles qui restent en activité sont aujourd'hui pour la plupart de très grande taille, entre 100 et 200 hectares par actif agricole. Cela implique du matériel de très grande dimension (et donc coûteux), une grande dépendance aux achats d'intrants (aliments pour le bétail, carburant, paille...). Ces structures sont aujourd'hui très difficilement reprenables, dans un contexte où le prix des produits agricoles stagne et celui des charges augmente. L'impasse est aussi bien économique et sociale qu'environnementale.



Estive 2020 à Vassivière



Source de la Vézère. Estive 2020 du groupement pastoral des Mille Sonnaillies



Pâturage des brebis sur friche envahie de genêts à la sortie de l'hiver 2019

**De la préservation des milieux à la reconquête pastorale**

À partir de la fin des années 1990 et du début des années 2000 est apparue la nécessité de préserver les écosystèmes typiques de la Montagne limousine, les landes et les tourbières, menacées d'enfrichement, et donc de limiter la fermeture des paysages. Cet enjeu était et est toujours porté par le Parc naturel régional de Millevaches, créé en 2004, et par le Conservatoire des espaces naturels en Limousin, la majeure partie de la Montagne ayant été classée en zone Natura 2000. Mais si certains secteurs ont pu être clôturés en fixe et mis à disposition d'éleveurs volontaires, une bonne partie des sites reste difficilement accessible et, de par l'éclatement de la propriété foncière, non clôturable. En réponse à ces différentes contraintes, est organisée à l'été 2007 une première estive avec la garde d'un troupeau de plusieurs centaines de brebis par un berger salarié sur la tourbière du Longeyroux. Si l'objectif était initialement la préservation de milieux remarquables, la pratique de l'estive est rapidement devenue la garante de l'autonomie alimentaire des exploitations qui en bénéficient. En effet, depuis plusieurs années, les sécheresses sont de plus en plus fréquentes. Elles font sécher les prairies en été et contraignent de plus en plus d'éleveurs à affourager en été, les obligeant à acheter du foin pour l'hiver (ou bien à faire du maïs ensilage), les stocks fourragers ayant été entamés bien plus tôt que prévu. Depuis la première estive de 2007, six estives supplémentaires ont été créées sur différents secteurs de la Montagne. Sur les sept, six accueillent des troupeaux ovins originaires de la Montagne mais aussi d'autres départements, et un troupeau mixte laitier ovin caprin. Les troupeaux sont gardés par des bergers salariés pendant l'été, entre 3 et 5

mois par an. L'essentiel de l'alimentation est assurée par le pâturage des tourbières, milieux humides moins affectés par les sécheresses, mais aussi par les sous-bois attenants. La pratique de la transhumance s'inscrit pour certains éleveurs dans le prolongement d'une réflexion plus globale sur le rôle de ces surfaces pastorales tout au long de l'année.

**Le pâturage, base de l'alimentation des troupeaux**

Depuis 2007, plusieurs nouveaux éleveurs (certains étant d'anciens bergers) se sont installés sur la Montagne, reprenant généralement des fermes avec très peu de surface de terres mécanisables et de nombreuses surfaces pastorales à différents stades d'enrichement. Ne voulant pas mettre en place le même type de système que celui couramment pratiqué en élevage ovin (agnelage d'automne avec engraissement en bergerie avec de gros besoins en stocks fourragers) et ne souhaitant pas investir dans du matériel coûteux, ils ont progressivement mis en place des systèmes d'élevage bas intrants où la base de l'alimentation est le pâturage. Afin de nourrir des animaux le plus longtemps possible au pâturage, ils se basent sur la saisonnalité des différents écosystèmes, c'est à dire leur capacité à fournir des ressources à pâturer à différentes périodes clés de l'année :

- Les prairies poussent essentiellement au printemps et à l'automne. Du fait des sécheresses, la pousse est à l'arrêt en été et la repousse automnale est de plus en plus aléatoire.
- Les zones humides, notamment les tourbières, sont principalement pâturées en été. Concentrées sur les secteurs les plus élevés, les éleveurs y accèdent surtout grâce à l'envoi des troupeaux en estive, même si certaines exploitations ont la chance d'en avoir quelques unes. Elles sont pâturées en parallèle à des secteurs boisés et enfrichés où les brebis trouvent des plantes appétantes qui servent à diversifier leur ration estivale.
- Les zones de landes à callune résiduelles et de friches forestières riches en ronces sont réservées pour du pâturage hivernal (avec un peu de foin en complément) et permettent de limiter les besoins en fourrages.
- Les parcelles de friches forestières riches en genêts et petits arbustes sont très souples d'utilisation et peuvent être pâturées à différentes périodes de l'année. Les genêts sont par exemple pâturables au printemps pour leurs fleurs, en été pour leurs gousses et en hiver pour les tiges de l'année encore tendres.

De manière à limiter la distribution d'aliments concentrés (céréales...) et dans l'optique de produire de la viande de qualité, les agnelages sont plutôt calés au printemps, période à laquelle la végétation est la plus nutritive. Les agneaux nés à cette période sont engraisés à l'herbe, sans distribution de céréales. Généralement abattus plus âgés que leurs congénères de bergerie, et avec une viande à typicité plus marquée, ce type d'agneau est souvent dévalorisé en filière longue. Pour cette raison, la plupart des éleveurs qui engraisent à l'herbe des agneaux commercialisent ces derniers en circuits courts.

**Des systèmes d'élevage plus résilients**

Grâce à une meilleure valorisation de la production et à une réduction des charges (moins d'intrants du fait de l'engraissement au pâturage, moins de charges de mécanisation du fait de la réduction des besoins en foin...), les éleveurs qui mettent en place des systèmes bas intrants permettent donc de maintenir et de créer des emplois (par exemple ceux des bergers salariés) sur des surfaces largement abandonnées au cours des dernières décennies et souvent considérées comme peu productives par les autres agriculteurs. Du fait d'une moindre dépendance aux achats d'intrants, dont les prix ne cessent d'augmenter, et du pâturage d'écosystèmes diversifiés plus résistants aux effets du changement climatique, ces éleveurs ont mis en place des systèmes d'élevage bien plus résilients d'un point de vue économique. En permettant la préservation de la biodiversité locale tout en produisant des produits de qualité en lien avec la spécificité du territoire, ce petit groupe d'éleveurs est porteur d'une alternative concrète à l'impasse dans laquelle s'est engagée l'agriculture locale au cours des dernières décennies.



Nathan Morsel  
Doctorant en agronomie





# Berger sur la montagne Limousine

Et le berger, qu'en pense-t-il lui ? Comment vit-il son métier ? Nous avons demandé à Emmanuel Monfreux qui garde depuis trois ans sur le Plateau de nous faire partager son expérience et son regard sur ce qu'il nous rappelle être un véritable « métier ».

**Depuis quand es-tu berger sur la Montagne limousine ?**

Je vais garder cet été pour la quatrième année au nord de la Corrèze, essentiellement sur la tourbière du Longeyroux. Il m'arrive de garder quelquefois au printemps et à l'automne, mais c'est rare. Ici les brebis sont plutôt dans des clôtures ou des bergeries à cette époque.

**Combien de bêtes gardes-tu et ça consiste en quoi « garder » ?**

Autour de 600 brebis. Il s'agit de la réunion de quatre troupeaux appartenant à quatre exploitations qui mettent en commun leurs bêtes le temps de l'estive. Je suis là pour gérer la ressource, surveiller et déplacer le troupeau pour que les animaux mangent bien, « profitent ». Outre nourrir les animaux, comme les éleveurs s'y sont engagés dans le cadre de mesures environnementales, il s'agit aussi de mettre la pression sur des plantes invasives pour permettre la préservation de milieux qui, sans pâturage, disparaîtraient. Et puis il faut faire les soins sur les animaux qui le nécessitent, mais en l'occurrence, on me confie un troupeau qui est plutôt en très bon état.

**C'est beaucoup 600 bêtes ?**

Pas tant, il y a plein de bergers et de bergères qui gardent l'été plus de 1 500 bêtes, parfois 2 500, dans les Alpes par exemple.

**C'est donc plus facile ?**

En quelque sorte oui, mais la difficulté du métier tient à bien d'autres paramètres qui vont des intempéries à la topographie, des conditions de vie proposées par les éleveurs (confort et accessibilité des cabanes), de l'état sanitaire du troupeau, de la présence de prédateurs ou de touristes, des relations employeurs-employés, etc. Ça peut être plus facile de garder 2 000 bêtes avec des bonnes conditions salariales, des animaux en bon état, sur une montagne avec de l'herbe en abondance, etc., que garder un petit troupeau en mauvais état, une ressource déficiente, perpétuellement sous la pluie et avec des patrons cons... J'insiste sur cette dimension parce que l'imaginaire du berger est fait d'un tas de représentations bucoliques qui en font oublier que c'est un travail. Ce qui est indéniablement plus facile ici, c'est qu'il n'y a pas de dénivelé. Et puis je peux ne voir personne de la journée, même si ça n'est pas vrai pour tout

**« L'imaginaire du berger est fait d'un tas de représentations bucoliques qui font oublier que c'est un travail »**

le monde : j'ai une collègue, elle aussi sur le Plateau, qui garde une bonne partie de l'été au milieu des touristes. Pour nommer une difficulté propre au territoire : on garde dans un espace peu peuplé mais pas désert non plus. Les brebis ont vite fait de « sortir », s'échapper, tu ne peux pas te permettre de garder de loin à la jumelle et laisser partir un lot de brebis en te disant que tu vas les retrouver « là-bas » dans deux jours. « Là-bas » c'est dans 10 minutes et c'est sur une route, un pré de fauche, un jardin ou la place d'un village.

**Vous êtes nombreux à faire ça sur la Montagne limousine ?**

Cinq ou six... Là je parle bien de la condition de berger salarié. Sinon, il y a quelques éleveurs qui gardent parfois mais c'est rare tout de même ici. À ma connaissance, mais je n'ai pas étudié la question en profondeur, il n'y a pas cette culture dans le pays. Plusieurs personnes m'ont bien dit avoir gardé quand elles étaient gamines mais il ne s'agit pas pour moi d'une « culture de métier » avec ses mœurs, ses histoires, un vocabulaire et... la condition salariale. On gardait les quelques animaux de l'exploitation familiale, éventuellement de celles du village mais « à la journée » et tout le monde – animaux et « berger » - rentrait chez soi le soir et je ne pense pas qu'on payait quelqu'un pour faire ça. D'ailleurs s'il y a eu quelques groupements pastoraux ces dernières années et cinq ou six estives, je ne crois pas qu'il y ait de convention collective, d'association ou de syndicat de berger sur la Montagne limousine.

**À ton avis qu'est-ce qui fait, ou pourrait faire, que ce système se développe ?**

Il y a une dimension culturelle indéniable : il faut en avoir l'idée, savoir que c'est possible, constater que les voisins le font et que ça marche. J'ai travaillé il y a peu chez un jeune éleveur du pays sortant de l'école pour qui seule l'herbe poussée dans une prairie était une ressource, quelqu'un qui n'avait jamais entendu parler de pastoralisme. Il est notable que les néo-ruraux (j'entends ici des gens qui se sont installés en tant qu'éleveurs sans être héritiers d'une exploitation familiale) soient sur-représentés dans les groupements pastoraux. Il y a probablement des valeurs environnementales qui se déploient aussi dans l'élevage comme dans le reste de la société mais je crois que ce sont surtout des considérations économiques qui feront ou pas

se développer le pastoralisme ici. Les étés plus secs amènent déjà les éleveurs à trouver des ressources alimentaires qui étaient négligées ces dernières décennies. Mais surtout, il ne faut pas oublier que l'agriculture est très dépendante des choix des pouvoirs publics en termes d'aménagement du territoire, d'environnement ou de productivité alimentaire. En l'occurrence, concernant précisément les estives, les éleveurs vont chercher de l'herbe mais aussi des subventions environnementales ! Et les salaires des bergers et bergères sont depuis peu (ça a été le travail de l'association pastorale de la montagne limousine, APML) largement subventionnés...







## 1000 VACHES DANS LA SOMME, 1000 VEAUX À SAINT-MARTIAL-LE VIEUX

**A**près l'annonce de l'arrêt de la ferme des 1000 vaches dans la Somme qui avait suscité beaucoup de critiques lors de sa création en 2014, c'est en Creuse, à Saint-Martial-le-Vieux, que l'« exemplaire » projet des 1000 veaux semble battre de l'aile... Deux exemples de la faillite du modèle industriel dans lequel trop d'agriculteurs croient pourtant encore.

### Dans la Somme

Le 4 décembre 2020, on apprenait que la « ferme des 1000 vaches » dans la Somme cessait sa production de lait le premier janvier 2021. Raison invoquée : l'industriel laitier belge auprès de qui était écoulée toute la production recentrait son activité sur la Belgique. Il semble bien, en fait, que l'opposition résolue qui s'est affirmée contre cet élevage ait réussi à faire entendre le bien-fondé de ses critiques, tant auprès de la population et des élus que devant les tribunaux. On ne peut que se réjouir du communiqué de victoire de Laurent Pinardel, ancien porte-parole national de la Confédération paysanne, qui conclut ainsi cette aventureuse saga industrialo-agricole : « La chute de l'empire 1000 vaches, c'est surtout la faillite d'une logique. Ce projet n'était pas viable et le message qu'il envoyait partout dans les campagnes, « Agrandissez-vous ! », doit immédiatement être lu à cette lumière-là ! »

### Dans la Creuse

À Saint-Martial-le-Vieux, ce sont aussi des motifs économiques qui ont conduit les responsables de la SAS à tirer la sonnette d'alarme et à se dire d'humeur morose. Le site creusois, présenté comme exemplaire est victime de la crise qui frappe la filière des jeunes bovins. Le contrat signé avec la Société vitrénienne d'Abattage (SVA) Jean Rozé, filiale d'Intermarché, acheteur exclusif de la totalité de la production, prévoyait un prix plancher qui semblait être une garantie pour les producteurs. Au moment de la signature du contrat, les agriculteurs envisageaient même qu'à l'avenir le prix pourrait être supérieur à ce prix plancher. Hélas pour eux, ces belles perspectives se sont évanouies : Jean Rozé rachète toujours les animaux à 3,96 € le kilo, alors que les cours sont tombés autour de 3,50 € et que les coûts de production ont grimpé en flèche et sont de l'ordre de 4,20 €. Ainsi la ferme-usine de Saint-Martial-le-Vieux perd 20 centimes par kilo sur chacun des 1 300 animaux

engraissés chaque année. On comprend bien qu'au-delà de ce constat conjoncturel, la SAS va être conduite à demander des subventions pour équilibrer ses comptes, alors que les collectivités locales et l'État ont depuis le début arrosé généreusement ce projet (400 000 euros venus du ministère de la Défense en « compensation » de son retrait partiel du camp de La Courtine). Les agriculteurs vont être contraints de continuer dans une course sans fin... Ou bien, finiront-ils par comprendre que le modèle d'agriculture dont ils sont porteurs, et qui va vers le toujours plus gros, ne correspond plus à la demande en 2021. La crise écologique nous impose d'aller vers une agro-écologie paysanne. Combien d'installations vertueuses de petites unités, combien d'activités de proximité auraient pu être soutenues avec les millions d'euros déversés à Saint-Martial, pour parvenir à un fiasco économique et à la création de... trois emplois ?

Jean-François Pressicaud

## Pas de gazoduc souterrain à Saint-Genest-sur-Roselle

**L**e 28 janvier dernier la commune de Saint-Genest-sur-Roselle a donné un avis défavorable au passage d'une conduite de bio-gaz sur son territoire. Le projet de construction d'une unité de production de « biométhane » (méthaniseur) porté par la SAS LP prévoit en effet la pose d'une conduite de gaz souterraine entre le point de production situé sur la commune de Meilhards et le point d'injection sur le réseau public de gaz naturel situé sur la commune de Saint-Hilaire-Bonneval. Les communes concernées par l'emprise de cette canalisation sont Meilhards (19), La Porcherie (87), Saint-Vitte-sur-Briance (87), Saint-Germain-Les-Belles (87), Glanges (87), Saint-Genest-sur-Roselle (87) et Saint-Hilaire-Bonneval (87) soit un linéaire de près de 30 km. Un ouvrage qui a « pour objet de permettre l'injection de biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel, à l'exclusion de toute consommation de gaz naturel sur la commune de Saint-Genest-sur-Roselle et des six autres communes traversées. » Le refus de la commune repose sur trois

types d'argument : le risque de détourner de leur vocation alimentaire des milliers d'hectares de sols agricoles à des fins de productions d'énergie liées au développement de méthaniseurs « agricoles » de grande taille. Le conseil municipal explique : « En tant que collectivité locale et rurale notre souci est de préserver sur le territoire des fermes nombreuses, à taille humaine susceptibles de produire en premier lieu une alimentation diversifiée et de qualité. » Seconde raison : la mobilisation de plusieurs centaines de milliers d'euros d'argent public pour la construction de cette canalisation de 30 kms semble problématique s'agissant d'un projet privé qui n'entraînera aucune retombée positive sur les territoires traversés. Enfin, pour les édiles municipaux il « apparaît plus souhaitable d'encourager le développement de petits dispositifs de production de « biométhane » à l'échelle d'une ferme ou d'un hameau que des installations complexes basées sur un modèle industriel. »





# À Tarnac, dans nos profondeurs, la résistance

Le 19 septembre 2020, Tarnac a inauguré dans un coin de forêt près du village de la Berbeyrolle un monument à la Résistance : deux stèles originales qui s'insèrent tout à fait dans le paysage "en bas à gauche"<sup>1</sup> des petits monuments parsemant la Montagne limousine.

Cent, peut être deux cents, en tout cas nombreuses étaient les personnes et les habitant.e.s venues, souvent en famille, aux rencontres de cette journée festive de déambulations champêtres, culturelles et politiques (au sens large). À la Berbeyrolle, au bourg de Tarnac et à Peyrelevade (en veillée) des carrefours dédiés à la résistance, à la poésie, à la mémoire, à l'histoire, à la convivialité... avaient été installés dans les salles municipales, sous des chapiteaux, à la médiathèque Armand Gatti et en plein air, offrant des expositions, des lectures, du théâtre, du cinéma, un repas du cru.

## Le propre des gens ordinaires

À la Berbeyrolle, dans un îlot de forêt (les alentours sont en coupes), au bord d'un ancien trou du maquis, une plaque fixée sur une haute pierre de granit rappelle que la Résistance est le propre des gens ordinaires. Ce message n'est pas fréquent car la plupart des stèles l'inscrivent sur le mode tragique des victimes ou sur celui de l'exception propre aux héros. Ni héros, ni martyrs, les personnes dont les noms sont gravés ici appartiennent simplement à deux familles de paysans de la commune, ce sont ceux de quatre jeunes citadins, ouvriers ou fils d'ouvriers venant de loin (Nice-Monaco, Marseille, Lyon) et celui d'un passeur italien de la filière communiste conduisant au maquis limousin depuis la Méditerranée. Huit noms gravés en hommage à tous les "légaux", paysan.ne.s et villageois.e.s, ainsi qu'aux jeunes maquisard à qui ils offraient refuge, nourriture, soins et planque. J'oublie deux noms, mais ceux-ci figurent sur la deuxième stèle. Ils appartiennent d'une part à une jeune fille juive monégasque rescapée des rafles, entrée dans la résistance, dont la famille a été exterminée à Auschwitz, et d'autre part à un révolutionnaire paysan ukrainien. Ce monument évoque à travers ces dix noms la résistance dans son mode commun, familial et familial, essentiellement modeste. Elle est illustrée ici par une forêt près d'une ferme, par des familles paysannes, des réfugié.e.s, des partisan.e.s. Il

s'agit de la résistance universelle - d'ici comme d'ailleurs, de tous temps et à tous les temps - qui s'exprime par les actes concrets de solidarité, de courage et de refus quotidiens venus des gens du peuple, en bas. La pierre du maquis de la Berbeyrolle montre d'abord cela.

## « Toujours maquisard »

Il ne serait pas juste de dire que cette "plaque", promise en 1996 par l'ancien maire Jean Plazanet au cours d'une discussion avec Armand Gatti<sup>2</sup>, existerait si ce dernier n'avait pas été en 1943 un des quatre jeunes maquisards de la Berbeyrolle. Devenu un auteur dramatique important et un poète reconnu, Gatti est mort en 2017 après avoir écrit le texte des plaques<sup>3</sup> de la forêt de la Berbeyrolle. Il a laissé une œuvre dont les sources, assure-t-il, proviennent justement de ce plateau éponyme où il est devenu homme et où il aurait voulu voir "sa pierre". Après 10 ans de persévérance, l'association Le Refuge des résistances Armand Gatti et la mairie de Tarnac ont cependant tenu la promesse du maire, même si ce fut à titre posthume. Le message du poète sur la résistance est désormais délivré au monde depuis l'en bas de ce village ignoré<sup>4</sup> dont le maquis lui offrit un devenir d'écrivain "toujours maquisard" (sa "deuxième naissance").

## Makhno et Pottier

Revenons à la forêt de la Berbeyrolle où le premier message, familial, celui de la pierre près du trou, se prolonge sur un autre monolithe érigé à quelques pas en contrebas au creux du vallon. Parmi les arbres de la forêt complice, la résistance s'y inscrit en deux phrases exclamatives au ton révolutionnaire. La première, un peu énigmatique, est philosophique : "Prolétaires du monde entier, descendez dans vos propres profondeurs, cherchez-y la vérité, créez-la vous-mêmes ! Vous ne la trouverez nulle part ailleurs". Nestor Makhno. Armand Gatti mentionne expressément celui qui est considéré comme son auteur, Makhno, un révolutionnaire libertaire, paysan pauvre qui s'est soulevé

victorieusement avec son peuple en Ukraine pendant la Révolution d'octobre 1917. Mais n'obéissant pas au parti bolchevik, il fut contraint à l'exil au début des années 20. Cette phrase associée au nom de Makhno n'est pas sans rappeler la démarche et l'histoire de Georges Guingouin, "Premier maquisard de France" et de "Lou gran maquis", vingt cinq ans après : une parabole philosophique et historique que Gatti a certainement voulu placer à la Berbeyrolle, à un "endroit juste". Le deuxième slogan inscrit sur le monument sont les derniers mots du refrain de *L'Internationale* que le poète et ouvrier communard Eugène Pottier lance avec rage à la face de l'humanité pendant La Semaine sanglante : "Nous ne sommes rien soyons tout !". Ici au maquis, dans la forêt amie, l'écho de cet appel redouble celui de la phrase du paysan révolutionnaire venu d'Ukraine. Il exprime une incommensurable volonté d'émancipation mais aussi la conviction en sa possibilité dans le passé, pour le présent et à l'avenir ; ici et ailleurs. Mais venez donc sur place faire un tour à la Berbeyrolle ! Il y a "un trou qui vaut le coup". "Tarnac, village remarquable", n'est-t-il pas ?

Francis Juchereau

1 - La formule « En bas à gauche » (abajo a la izquierda) est utilisée par les zapatistes pour qualifier leur mouvement aux plans éthique, existentiel et politique.

2 - Jean Plazanet : -Et le trou, tu l'as retrouvé (...) ? Armand Gatti : - Il vaut le coup ! (...) J. Plazanet : - On va y mettre une plaque (revue Europe, n°877, mai 2002, p 171)

3 - Le texte manuscrit original d'Armand Gatti est gravé sur les plaques d'acier Corten fixées sur les deux stèles de granit.

4 - Si c'était vrai en 1943, ce n'est plus le cas depuis le 11 novembre 2008.

# Rétropédalage à Vassivière

S'il fallait compter sur des visionnaires du tourisme pour définir une nouvelle stratégie de développement touristique à Vassivière, c'est chose faite !

Sandrine Derville, conseillère municipale à Anglet (Pyrénées-Atlantiques... c'est pas tout près), vice présidente de la région et présidente du Lac de Vassivière, avec Yves Buisson, directeur du Lac de Vassivière (il a auparavant occupé des postes de directeur de station, de Pornichet à Vassivière en passant par la vallée de la Dordogne et les Gorges du Verdon) nous ont concocté un redéploiement du pôle touristique. À partir du 1<sup>er</sup> avril, fini l'accueil à Auphelle, trop facile, fini les permanences dans les communes, comme à Royère-de-Vassivière : on recentre tout sur l'île de Vassivière ! Est-ce un effet Covid ? Seuls les clients en bonne forme physique arriveront dans l'île pour récupérer les déliants touristiques...

En se référant au texte mentionné sur le site du lac (« Mettre à votre disposition un espace d'accueil et d'information facilement accessible ») on se demande si le petit train ne va pas devoir être gratuit pour transporter la clientèle. De plus, les pêcheurs payant un emplacement dans un des ports du lac devront retirer leur embarcation fin octobre. Terminé la pêche en automne et en hiver avec son bateau sur le lac. Après les présidences successives où nous avons tout eu, des études plus savantes les unes que les autres, des investissements les plus fous à la Cambou, on revient à la situation des années 1970 où tout était concentré sur l'île de Vassivière. Un bond en avant !

Michel Bernard





# Deux décisions de justice qui remettent les pendules à l'heure

## LPO contre Chasseurs : 1 à 0

Le combat écologiste est souvent porteur de déceptions, mais il arrive parfois, et heureusement, qu'il y ait aussi de bonnes nouvelles. Au nombre de ces dernières va figurer en bonne place le jugement du 12 février 2021 du tribunal judiciaire de Paris, qui condamne la Fédération Nationale des Chasseurs (FNC) pour parasitisme à l'égard de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), à 5 000 € au titre de préjudice moral et à 5 000 € de frais de justice.

**E**n 2018, la FNC avait lancé une grande campagne de publicité, notamment dans le métro, affirmant que « les chasseurs sont les premiers écologistes de France ». Ses affiches s'inspiraient fortement des visuels de la charte graphique de la LPO : les chasseurs devenaient ainsi les défenseurs des petits oiseaux ! Le tribunal ne s'y est pas trompé : « Il découle de cette imitation visuelle très nette, une volonté d'induire un rapprochement évident dans l'esprit du grand public avec les campagnes de communication de la LPO, dans un but d'appropriation des valeurs qu'elle défend, voire de pied de nez à cette association écologiste. »

La FNC, peu de temps avant le prononcé du jugement, avait récidivé en envoyant une luxueuse brochure de propagande à tous les élus municipaux des communes rurales : « La chasse, cœur de la biodiversité » ! Allain Bougrain-Dubourg, président de la LPO, a d'ores et déjà déclaré que la LPO

ne « restera sans réagir devant cette nouvelle brochure qui copie allégrement les écrits et les visuels de la LPO. »

Une majorité du public français ne se laisse pas abuser par cette propagande arrogante et mensongère. Non, les chasseurs ne défendent pas la vie, ils donnent la mort : massacre de 600 000 renards par an, élevage en cage de millions de faisans et de perdrix abattus en masse dès les premiers jours de l'ouverture de la chasse, déterrage de blaireaux, chasse à la glu, sans compter les accidents de chasse avec victimes humaines... Bien que se présentant comme défenseurs de la nature et garants de la biodiversité, les chasseurs sont avant tout des prédateurs. Leur prétendu rôle de régulation n'est qu'une escroquerie de plus.



Jean-François Pressicaud

Ça s'arrose tout ça !



## Associations de protection de la nature et Préfecture : 1 à 0

Autre victoire, officielle dorénavant, dans l'affaire du projet d'usine à pellets CIBV à Bugeat-Viam : par jugement du 25 février 2021 l'autorisation préfectorale de mars 2018, permettant à la société CIBV de transformer la forêt limousine en charbon à destination de groupes industriels, est annulée ! Dans un communiqué commun les associations Corrèze environnement, Sources et rivières du Limousin et Non à la Montagne pellets, se félicitent de cette « victoire pour l'avenir du plateau de Millevaches »

**N**os associations ont mené tout au long de ce dossier des actions d'information sur la réalité de ce projet industriel médiocre sur le plan technique et industriel, et irrationnel sur les plans économique et écologique. Empêchés de participer en toute transparence à la décision publique, en particulier lors de l'enquête publique, nous avons douté un temps de la réalité de la démocratie participative.

Caricaturés par certains élus, nous n'avons pas été entendus par les décideurs publics qui n'ont pas fait grand cas de l'engagement et de l'expertise des citoyens. Au mépris du bon sens et de leurs concitoyens qui les en alertaient, ces mêmes responsables ont accordé une confiance déraisonnable au promoteur du projet, alors que celui-ci dès la première heure était abandonné par ses partenaires industriels puis financiers. Ses talents d'entrepreneur auront simplement réussi à placer en redressement judiciaire la Somival, maison mère de CIBV, et à accumuler les dettes. Nos associations ont constaté avec désespoir que, sur le terrain, certain(e)s élu(e)s locaux, plutôt que de faire amende honorable, tentaient de simplifier à outrance les enjeux de ce dossier.

En construisant un discours caricatural selon lequel nos associations s'opposaient au développement économique local et à l'emploi sur le Plateau, au motif d'une philosophie « anti-tout », ils ont tenté de décrédibiliser la mobilisation. Nos associations sont composées de citoyens et d'experts qui sont légitimes à penser et agir sur leurs territoires. On nomme cela « démocratie participative » et « démocratie environnementale ». C'est un volet fondamental de la démocratie qui a finalement été mobilisé avec succès : l'accès à la justice. Les décideurs publics sont légitimes à prendre des décisions engageant l'intérêt général, mais ils

en sont redevables devant le juge, garant du respect des lois et de la constitution, et en particulier de ses dispositions environnementales.

Reconnaissant notre combat légitime, notre recours a été jugé recevable et les moyens qu'il contenait ont été reçus par les juges, qui ont prononcé l'annulation de l'autorisation préfectorale permettant la réalisation de ce projet. Et

cette victoire ne nous sera pas volée par ceux qui ont le devoir de se remettre aujourd'hui en question face à leur relation à la démocratie. C'est une victoire de la démocratie environnementale, et elle n'a été rendue possible que par la mobilisation citoyenne.





# Les valeurs défendues par la Cimade sont-elles compatibles avec la loi « confortant les principes républicains » ?

La proposition de loi « confortant les principes républicains », plus connue sous le nom de loi contre le séparatisme, prévoit que toutes les associations qui recevront une subvention de l'État, devront signer un « contrat d'engagement républicain » qui prévoit, entre autres, de respecter « l'ordre public, les exigences minimales de la vie en société et les symboles fondamentaux de la République ». Une obligation qui rappelle de mauvais souvenirs à une association nationale qui a plusieurs antennes sur le Plateau, la Cimade.

La Cimade (Comité Inter Mouvements Auprès Des Evacués) est née en 1939, en soutien aux Alsaciens et Lorrains évacués et déplacés dans le sud-ouest de la France du fait des menaces d'invasion. Après l'armistice, les étrangers « indésirables » (dont ceux qui avaient fui les nazis), sont internés dans des camps dans des conditions épouvantables. La Cimade s'installe à leurs côtés, en commençant par s'imposer dans le camp de Gurs (Pyrénées-Atlantiques) initialement destiné aux Républicains espagnols. D'autres camps suivront.

## Une histoire ancienne...

Cette décision résulte d'une réflexion qui agitait les églises protestantes allemandes depuis 1934 quand un certain nombre de pasteurs, autour de Martin Niemöller, Karl Barth ou Dietrich Bonhoeffer, ont refusé de prêter allégeance au Reich. Ils créent l'« Église confessante » contre la décision d'Hitler de fusionner les églises protestantes dans une grande Église protestante du Reich sous contrôle nazi. La déclaration de Barnem qu'ils publient, affirme l'obligation de s'opposer à l'idéologie nazie et l'antisémitisme, et pose la priorité de se situer auprès des « souffrants, des menacés et des méprisés ». Les membres de l'Église confessante seront persécutés et Niemöller passera 8 ans en camp de concentration. L'internement des étrangers et les lois antijuives amènent les protestants français à prendre position en s'inspirant de la déclaration de Barnem. En 1941 une quinzaine de personnalités rédigent les « thèses de Pomeyrol ». Ce texte, de résistance à toute influence totalitaire, pose les rapports de l'Église et de l'État, les limites de l'obéissance à ce dernier, la dénonciation de l'antisémitisme et la condamnation de la collaboration. Parmi les personnalités ayant rédigé ce texte : Madeleine Barot et Geneviève de Dietrich, fondatrices de la Cimade. En 1942 avec l'invasion de la zone dite libre débutent l'internement et la déportation des juifs. La Cimade va dépasser la simple présence auprès des internés et entrer en résistance, pour faire évader les juifs, les cacher, les faire passer en Suisse. Elle s'honore de ces actes de désobéissance civile ! Parmi les grandes heures de la Cimade, sa présence pendant la guerre d'Algérie tant auprès des populations civiles déplacées de force et démunies en Algérie, que des populations immigrées persécutées en France, sa dénonciation de la torture et ses prises de position contre le colonialisme.

## ... Qui résonne encore aujourd'hui

Jusqu'à ce jour la Cimade défend les droits et l'accès aux droits des personnes étrangères. Elle témoigne et agit contre les discriminations qu'elles subissent, est présente dans les lieux d'enfermement : prison et centres de rétention et témoigne de ce qui s'y passe. Elle est également présente auprès des sans-papiers, des refoulés aux frontières et lutte contre les abus subis par les personnes étrangères. Elle intervient dans l'espace public par des déclarations, des manifestes, des plaidoyers, mais aussi des actions de rue. Elle collabore avec des associations à l'étranger qui partagent ses valeurs. Devenue au fil des ans une association laïque, la Cimade reste marquée par ses prémices et revendique toujours le primat des droits humains sur la raison d'État, au prix si nécessaire de la désobéissance civile (à l'exclusion de la violence). Au-delà des graves questions posées par la criminalisation du « séparatisme », avec la loi confortant les principes républicains et le contrôle des associations par la signature d'un « contrat d'engagement républicain », il faut s'interroger sur la compatibilité de cette loi avec les thèses de Pomeyrol. La signature d'un tel contrat rappelle l'obligation d'allégeance imposée aux églises allemandes en 1934. Si les principes de liberté, d'égalité, notamment entre les femmes et les hommes, de fraternité, de respect de la dignité de la personne humaine, indépendamment de sa religion, sa nationalité, ses opinions, etc., sont bien évidemment défendus par la Cimade, la notion de respect de l'ordre public est floue et ambiguë. À partir de quand une action revendicative menace-t-elle l'ordre public ? La Cimade, cette vieille dame indigne au passé prestigieux, sera-t-elle un jour accusée de séparatisme ?

Dominique Weber-Alasseur

## Pétitionner contre la loi

« Présentée par le gouvernement comme une loi de liberté, celle-ci n'impose en réalité que des interdictions, de nouveaux délits pénaux et des contrôles de toute la population. Derrière une fausse justification sécuritaire se cache en réalité une véritable loi anti-association. » C'est ainsi que commence une pétition contre le projet de loi « confortant les principes républicains », lancée par des associations et des universitaires. IPNS en est signataire.  
<https://lemouvement.org/loiseparatisme/>

# Peut-on caricaturer le ~~Proph...~~ Président ?

## Loi confortant le respect des principes de la République, article 6 :

« Toute association qui sollicite une subvention s'engage, par un contrat d'engagement républicain, à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité, de respect de la dignité de la personne humaine ainsi qu'à respecter l'ordre public, les exigences minimales de la vie en société et les symboles fondamentaux de la République. »





# Les faucheurs corréziens

Le plateau du Cézallier

**L'**épopée des maçons creusois est bien connue, celle des scieurs de long ou des cochers corréziens un peu moins. Et celle des faucheurs - également corréziens - pas du tout. Observons tout de même que les termes géographiques sont très ambigus, parce qu'il y eut de ces travailleurs saisonniers dans les trois départements. Durant plusieurs siècles, les hommes – mais aussi des femmes – du Massif Central partaient travailler au loin, ce que l'historien Abel Châtelain a appelé « la grande remue d'hommes ».

## Voici aujourd'hui l'aventure tout à fait originale de ces faucheurs.

Rien à voir avec les modernes faucheurs solidaires d'OGM, ceux-là étaient faucheurs d'herbe. On connaît cette histoire depuis les travaux de l'universitaire clermontois Marc Prival : *Auvergnats et Limousins en migration*. La première originalité est que ces gars-là ne quittaient pas vraiment la région, ils montaient en altitude. Il est très difficile de se documenter sur leur parcours, l'herbe ne laissant pas de trace, contrairement aux ponts de pierre ou aux belles poutres. De plus, cet exil temporaire était très court, deux mois, et a suscité peu de récits. Les petits paysans de l'est corrézien étant aussi fauchés que les maçons creusois, la terre ne nourrissant que les plus « gros » (vieille rengaine), il fallait aller gagner ailleurs – durement – quelques francs. Le deuxième aspect remarquable est qu'il partaient pour faire le même travail que chez eux, à savoir les foins. Comment est-ce possible ? Les prairies de l'est corrézien – d'Eygurande à la Xaintrie – avaient une pousse plus précoce que celles des Monts d'Auvergne (à cause de l'altitude), elles étaient aussi plus vite fauchées, car moins prolifiques. Tout le système était donc tributaire de la maturité de l'herbe. Au début du mois de juillet, nos faucheurs corréziens partaient donc vers l'est. Entre les Monts Dore et ceux du Cantal, se trouve le plateau du Cézallier, qui était la terre d'élection de ces travailleurs saisonniers. Terre qui, à cause de son abondance en herbe, manquait de bras. Au versant ouest des monts d'Auvergne, les Corrèziens, au versant est, les « saugains » de Haute-Loire. Quand ces migrations avaient-elles commencé ? On ne se sait pas. Toujours est-il qu'elles ont duré jusqu'à la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. La mécanisation les a fait disparaître. On comprendra aisément que le train y a joué un rôle essentiel, un aller-retour à pied pour deux mois n'aurait pas vraiment été rentable. Les grands propriétaires auvergnats, très demandeurs, allaient même jusqu'à payer le billet.

## Voyons donc ce qu'en a dit Marc Prival

Tout commençait par un dimanche de fête où avaient lieu les « louées ». La plus réputée était celle de Riom-ès-Montage, le 4 juillet. C'était la fête du pays, particulièrement animée. Là se rencontraient les faucheurs – reconnaissables à un petite enclume et un marteau, suspendus à l'épaule – et leurs futurs patrons. A la main, ils tenaient la « dailhe », la faux dans le maniement de laquelle, ils étaient réputés être les meilleurs et les plus rapides. Pour beaucoup c'était une habitude, on allait chez les mêmes d'été en été. Pour



d'autres, cela se négociait verbalement. Avec une habitude assez étonnante : dès que l'accord – salaire, hébergement, nourriture – était conclu, on se donnait rendez-vous le lendemain. Comme aux foires de bétail, on tapait dans la main, cela valait pour une semaine, voire 15 jours. Mais le patron emportait les outils, on ne sait jamais ! Pourtant, la valeur de la parole donnée était forte, les anciens parrainant les jeunes.

## Parlons un peu de transmission

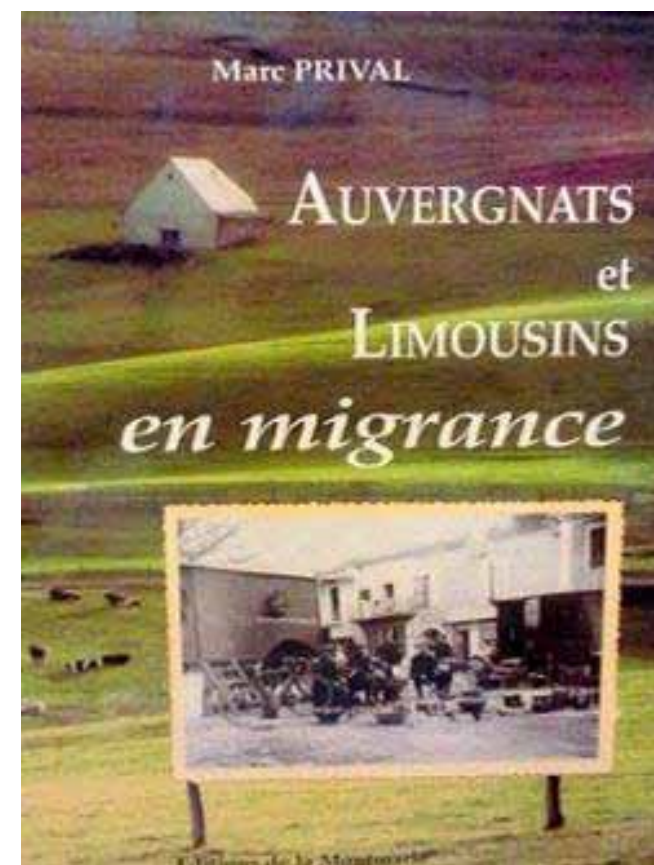
On aura compris que se documenter sur ce type de migrations est difficile. L'essentiel de la connaissance se transmettait oralement, et nous savons bien que la rupture entre les sociétés paysannes et celles des villes a la plupart du temps interrompu les liens entre générations. A ces hommes durs au mal, on peut attribuer plusieurs caractères sans risque de se tromper. Un fort enracinement dans sa terre, dans la mesure où on ne la quittait pas longtemps. Voilà un sentiment fondamental, qu'on peut comparer à celui des maçons, qui partaient eux au prix d'un effort psychologique énorme, chaque fois un déchirement. On quittait pour des mois femme, enfants, amis, et l'on n'avait souvent qu'un désir : économiser pour revenir s'installer définitivement au pays. Les faucheurs eux n'avaient pas à gérer ce dilemme, ce qui explique leur aptitude à accepter des conditions de vie inconfortables et l'absence de loisirs. Bien sûr il y avait souvent un petit verre au village, mais comme il fallait être debout et dispos à 4 H du matin... On sait, de différentes manières (les courriers notamment), que ces gaillards pouvaient supporter des journées de 14 à 16 heures en plein été, que seule la tombée de la rosée interrompait. C'est ce que Prival appelle le « savoir-peiner », une qualité quasi natu-

relle, développée très jeune. Les corréziens la possédaient-ils plus que les autres ? Sans doute pas, mais beaucoup de témoignages insistent sur ce point, les conteurs en ont longtemps fait une matière de leurs récits. Il y avait aussi dans toutes les professions une forme d'orgueil assez compréhensible qui visait à prouver que la bonne réputation – au moins professionnelle – n'était pas usurpée.

Cette forme de migration n'est pas aussi spectaculaire que les voyages des maçons. Elle a pourtant beaucoup compté dans la vie rurale de ces montagnes – limousine d'une part, auvergnate de l'autre. Dont les patois se ressemblaient. Qui a dit que les deux régions se tournent le dos ? Marc Prival évoque dans une étude très riche, bien d'autres formes de travail saisonnier : marchands de toile ou ramoneurs chez nos voisins, et colpoteurs de parapluie corréziens, un quasi-monopole. Nous verrons cela une prochaine fois.

Emile Vache

*Auvergnats et Limousins en migration*, Marc Prival, éditions de la Montmarie, 2005.





# Les « Communeux » de la Montagne limousine

## dans la Commune de Paris (1871)

**1871-2021 : 150 ans.** IPNS participe à sa manière à une célébration hautement symbolique. Notre revue vous a déjà présenté la part des maçons creusois dans ce grand événement, sous la plume de Jean Châtelut (n° 61), sans oublier les contributions d'Olivier Peyrot, déambulant au Père Lachaise (n° 36) et l'évocation du destin d'un petit gars de Sussac, Martial Senisse (n° 61). Le travail gigantesque de J. Châtelut concernait uniquement les ouvriers venant de la Basse Marche, c'est pourquoi nous avons décidé de vous proposer deux prolongements : ceux de la Montagne Limousine (ici même) puis les Limousins et la Commune de Lyon (prochain numéro).

### De qui parlons-nous précisément ?

Il convient tout d'abord de tirer au clair les questions de vocabulaire. Le mot « communard » est utilisé aujourd'hui par tout le monde, spécialiste ou non. Il est aussi resté dans une boisson appréciée (vin rouge + cassis). Toutefois, il est utile de rappeler que ce terme était utilisé à l'origine par les adversaires du mouvement communaliste de 1871. Une forme affirmée d'injure, pensez aux multiples utilisations actuelles du suffixe – ard, type c...ard, soiffard, frouss-, caboch - ... Alors comment ces gars-là se désignaient-ils ? Le terme s'approchant – mais avec un tout autre sens – est « communeux » (Lire : « La revanche des communeux », Jean-Baptiste Clément, vous savez l'auteur de cette magnifique chanson qu'est *Le temps des cerises*, mais créée en 1866). Les participants à la Commune se nommaient plutôt entre eux citoyens, républicains ou « partageux ». Si le terme péjoratif est resté, c'est essentiellement parce que les archives de la répression (police, armée, justice) utilisent toujours le mot « communard », qui a toujours été repris pour cela par les historiens. Ce sont les vainqueurs qui font l'Histoire, une preuve de plus.

### Le champ d'études

Nous parlons dans cet article de tous les Limousins, et pas seulement des bas-marchois. Pour cela, observons d'abord quelques chiffres. La seule base fiable statistiquement est celle des individus poursuivis pour rébellion par les tribunaux militaires, et parfois correctionnels. Nous évoquerons rapidement le nombre de victimes, mais il est encore en débat : de 6 000 à 30 000 selon les sources, Robert Tombs estime à 6000 le nombre de sépultures « communardes » (d'après les registres de cimetières parisiens, mais ceux qui n'ont pas eu de tombe ?). jusqu'à 30 000 – sans aucun fondement documentaire ? Alain Corbin dit : « 400 Creusois morts durant la Semaine Sanglante ». Nous n'irons pas plus loin. Pour une telle recherche, nous avons un outil remarquable et performant, il s'agit du site internet : [communards-1871.fr](http://communards-1871.fr) dont l'auteur est Jean-Claude Farcy, ancien chercheur au C.N.R.S. Ce site répertorie les 41 375 personnes traduites devant les conseils de guerre, individus classés par département d'origine (mais pas forcément domicile). On y trouve ainsi leur âge, leur profession, leur adresse ! Sont également présentées de façon synthétique : les procédures, les peines (25 000 abandons de poursuite ou non-lieux, 11 500 condamnations, 2600 acquittements), enfin les lieux de détention, ou d'exil. Dans cette précieuse banque de données, nous allons découvrir quelques surprises. Voyons les trois départements limousins : Creuse : 862 inculpés, Haute Vienne : 360, Corrèze : 152

Total du limousin : 1374, soit 3,5 % seulement de l'ensemble, mais la comparaison avec les autres départements est significative : après la Seine évidemment (8438 inculpés), viennent

la Seine et Oise, et la Moselle, juste avant la Creuse ! [N.B. Stéphane Trayaud en recense 1532] Il faudrait une très longue étude pour déterminer – parmi ces 1374 limousins – s'ils étaient toujours migrants saisonniers (dont on dit qu'ils « limousinaient ») ou s'ils étaient déjà installés dans la capitale.

### La part de la Montagne Limousine

Choisir une limite n'est pas facile : nous avons arbitrairement repris une définition géographique plutôt qu'administrative (ignorant le PNR) : d'ouest en est : Mont Gargan – Eygurange / nord – sud : Vidallat – Treignac Haute-Vienne, au-delà d'une ligne Bujaleuf – Sussac, puis sud Creuse, limité par une ligne en croissant, de Saint Junien la Brègère à Crocq, passant par Felletin (donc sans Bourgneuf et Aubusson), enfin pour la Corrèze, une autre ligne en croissant allant de Treignac à Eygurande, par Meymac et Ussel. Ce qui nous donne parmi les 1364 :

- Haute-Vienne : 13 noms seulement (3 % de l'ensemble départemental)
  - Corrèze : 46 (40 %)
  - Creuse : 96 (11 %)
  - Total : 155 « montagnards ».
- Ce total peut paraître faible, mais il se comprend aisément. La principale explication est géographique. Les zones d'où venaient les 1364 sont les plus proches de Paris. L'essentiel des travailleurs saisonniers du Plateau-Montagne allaient dans d'autres directions. Selon mes propres chiffres (à partir des mariages « en chemin ») :
- 57 % allaient vers l'est, principalement Lyon et Saint-Etienne
  - 18 % vers l'ouest vers et les ports atlantiques
  - 17 % vers le sud
  - seulement 8 % vers le nord



Il est veuf, père d'un enfant. Pendant la Commune de Paris, Martial Buchenaud fut garde au 161<sup>e</sup> bataillon fédéré, et le 14<sup>e</sup> conseil de guerre le condamna, le 27 février 1872, à la déportation simple. Il arriva à Nouméa le 5 novembre 1872. Sa peine fut réduite, en 1878, à sept ans de prison, puis remise en 1879.

Exemple de fiche dans Le Maitron

### Un tableau socio-géographique

L'observation des métiers, des âges, et des communes de naissance montre que les fameux maçons (y compris tailleurs de pierre et paveurs) étaient à peine majoritaires dans les migrants limousins à Paris (79 = 51 %), au contraire de Lyon.

On trouvait ensuite :

- 17 scieurs de long (11 %), surtout des corréziens,
  - mais aussi 7 peintres, tous creusois ...
  - puis une grande diversité de métiers (fumistes, briquetiers, tapissiers, cochers, charretiers, et même un marchand de vin et un coiffeur !)
- Ces chiffres montrent finalement une assez grande diversité des migrations de travail, qui va à l'encontre d'une idée reçue. La capitale attirait tous types de travailleurs, et pas seulement du bâtiment. Ces gens étaient plutôt jeunes (moyenne d'âge : 31 ans) mais essentiellement d'âge mur, les deux tiers ayant entre 20 et 40 ans. Ainsi, peu de très jeunes (seulement 12 moins de 20 ans) et de « vieux » (6 plus de 50 ans). Citons ainsi : Octave Moreau, maçon de Chamberet (16 ans), Jean Baptiste Saberly, maçon, du Monteil-au-Vicomte (17 ans), comme François Duteil, maçon de Vallière. Parmi les aînés, on relève : Paul Pango, un scieur de long, de Saint Agnant près Crocq (60 ans), Antoine Broussaud, fumiste de Saint Yrieix la Montagne (52 ans), Martial Buchenaud, maçon de Faux la Montagne (51 ans). La répartition géographique est intéressante. Voici les communes les plus représentées : Vallière (13), Felletin et Magnat l'Etrange (8), Chavanat (7), Saint-Quentin-la-Chabanne (6) ... en Corrèze 5 Chamberetois, en Haute Vienne, seulement 3 d'Eymoutiers. Un noyau important apparaît dans la vallée de la Creuse et sur les plateaux adjacents, on voit par contre des vides étonnants : Nedde, Tarnac, Gentioux. Il est très clair que ces migrations fonctionnaient beaucoup par villages, voyez ce « nid » de communeux à Vallière ! Une certaine tradition séculaire, comme un engagement politique fort, républicain et au-delà, expliquent tout de même la présence d'assez nombreux gars du Plateau, plutôt jeunes, dans l'effervescence communarde.

On pourra consulter :

*Oubliés de l'histoire: les Limousins dans la Commune de Paris*, par Stéphane Trayaud (Edition Publi book des Ecrivains 2012)

*Les cahiers des migrants creusois dans la commune de Paris* (Ed. Ateliers et vie aux Coudercs) 2019

Suivre les manifestations (expositions, conférences, chansons) programmées par l'Association des Ami(e)s de la Commune de 1871 – comité local de La Creuse.

Michel Patinaud



# Quand il neigeait sur le Djebel Amour... 1959-1960

PAR RENÉ KNÉGÉVITCH EDITIONS AMALTHÉE, 2020

**P**rofesseur de Lettres, né à La Courtine, René Knégévitch a été quelques années Principal du collège d'Eymoutiers. En 1959 et 1960, appelé sursitaire, il est affecté à un régiment d'artillerie au bourg d'Aflou, dans le Djebel Amour, massif de l'extrême sud-oranais. Militant de gauche, anticolonialiste, il part avec l'intention d'observer, de comprendre, en dépit de « l'état militaire et [de] la perte de [sa] liberté d'expression ». Le livre est fait d'une partie des notes, remaniées, extraites du carnet qu'il a tenu au jour le jour (et dissimulé sous son matelas), durant les 24 mois de son service en Algérie. Tel quel, il constitue un double témoignage historique : sur les faits et gestes de l'armée française et les souffrances endurées par le peuple algérien, d'une part, sur l'expérience traumatisante, jamais complètement guérie, qu'un jeune homme instruit a faite de ce qu'il appelle « la sauvagerie de l'Homme », d'autre part. En exergue du livre est placée une phrase de l'écrivain italien Curzio Malaparte : « Je ne savais pas qu'une guerre n'a jamais de fin pour ceux qui se sont battus. »

L'auteur a pris soin d'introduire son récit par une quinzaine de pages qui rappellent avec précision le contexte historique et politique de l'époque, alors qu'officiellement on a parlé pendant un certain temps d'« événements » pour évoquer cette guerre. Il cite quelques chiffres glaçants : 24300 conscrits français tués, sans compter les invalides, blessés, traumatisés psychologiquement et jamais soignés ; un million de morts sur une population de 8 400 000 habitants arabes...

Avec un arrière-plan psychologique d'ennui, de dégoût, de honte, de mauvaise conscience et d'interrogations sur le rôle qu'on l'oblige à tenir en dépit de ses convictions anticolonialistes, avec tout autant la peur quasi permanente de mourir avant d'être libéré de ses obligations militaires, René Knégévitch raconte la routine et l'inconfort du quotidien, le chaud, le froid (« quand il neigeait... »), les convois sur la piste avec la crainte toujours présente des embuscades, le « crapahut » épuisant dans la montagne, les gardes nocturnes angoissantes derrière les barbelés du poste, les accrochages avec les maquisards du FLN et leur cortège d'horreurs. Si le niveau d'instruction de l'auteur en fait un « intellectuel » mal vu de certains de ses supérieurs, il lui permet néanmoins d'assurer des tâches administratives : « Secrétaire de jour. Soldat de jour et de nuit ». C'est ainsi qu'il découvrira en s'occupant de la comptabilité de l'unité que plusieurs officiers et sous-officiers de carrière détournent à leur profit la paye de harkis fictifs, inventés pour les besoins de la cause...

L'auteur, en dépit du réconfort trouvé auprès de quelques camarades partageant ses idées, est toujours guetté par le désespoir. Cependant, il garde la volonté de témoigner sur ce qu'il voit en Algérie, et qu'il énumère un jour où il répond à un sous-officier qui accusait les enseignants d'inciter les jeunes à détester l'Armée : « Ecoutez, mon adjudant, vous qui êtes chrétien, comment pouvez-vous approuver ce qui se passe ici : les corvées de bois [exécutions sommaires], les tortures, les représailles, les vols, les viols ? ». L'humanisme de René Knégévitch le rend sensible aux souffrances de la population locale prise en étau entre l'armée française et la présence du FLN qui exige sous la menace aide et nourriture. Parmi les habitants avec lesquels il crée des liens figure le petit Djamel, l'enfant de la photo de couverture, à qui il offre des bonbons et qui pleurera en apprenant son départ.

Ce livre a le mérite rare de rompre le silence dans lequel se sont enfermés depuis quarante ans la grande majorité des anciens appelés en Algérie, marqués par l'expérience définitivement traumatisante qu'ils ont vécue là-bas. René Knégévitch conclut lucidement sur la nécessité que s'ouvrent aussi, de l'autre côté de la Méditerranée, les archives de cette guerre, à la faveur d'un renouveau

## Pourquoi si tard ?

Voici la réponse de René Knégévitch (3.12.2020)

« J'ai passé, sans aucun regret, le plus clair de ma vie à assumer des charges politiques, syndicales et associatives. Alors, mon temps libre ! Je pensais que la plongée dans mon carnet de route, les diapos et documents de 1959 et 60 (échappés au contrôle) serait douloureuse. Je redoutais qu'une marée sans fin ne me ramenât sur ce coin de terre algérienne que j'ai tant aimé, et où j'ai vu tant de violences.... (finalement) une confession à l'hiver de ma vie ... curieusement, l'écriture du manuscrit n'a pas déclenché la souffrance envisagée. J'avais l'impression de ne plus être l'acteur des faits, mais un observateur à distance, échappant à la violence des affects d'alors ».



Un groupe de fellahs à El Richa



La paye des harkis dans les gorges



Les brochettes à l'angle de l'hôtel « le Djebel Amour » : à gauche Keller, à droite Dunis

démocratique. Il aspire à « la fraternité partagée afin de réparer les déchirures persistantes des hommes », il souhaite que puissent se « cicatriser les blessures des mémoires ».

Daniel Couégnas



En attendant le thé... De gauche à droite : l'auteur, le maire d'Aflou, Nourredine, Mme Vacossin et son époux, Adjudant



Les âniers, après le marché, repartant vers leur douar



Le transport du bois de chauffage dans une rue d'Aflou



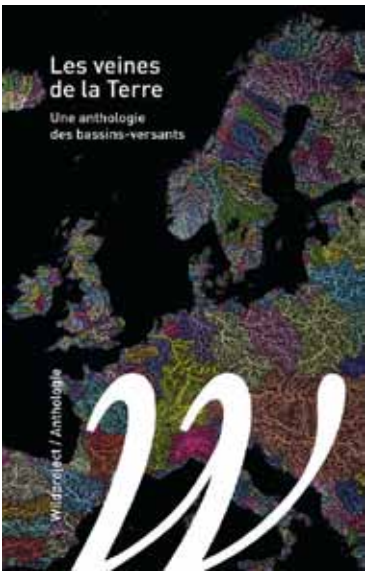
Histoire d’eaux

L’eau devient un enjeu de plus en plus vital, y compris sur nos territoires (lire page 4). Une institution aussi officielle que l’établissement public territorial du bassin de la Vienne vient du reste de lancer une grosse étude sur 5 ans pour mieux connaître ce qui se passe sur ce qu’on appelle la « tête de bassin » de la Vienne, c’est-à-dire les quelques 2 000 km² du bassin de la Vienne sur le plateau de Millevaches. Stéphane Lorient, le directeur de cet établissement indique dans le Magazine de la Haute-Vienne : « Les sécheresses que tout le monde a pu constater sont

de plus en plus longues et leur effet est visible : sur le bassin de la Vienne, en 2019, 40 % des cours d’eau ont présenté un assèchement, c’est-à-dire, se sont retrouvés sans eau ! Et au cours des dix dernières années, les débits mensuels de nos cours d’eau ont chuté de 50 % par rapport à la moyenne des 60 dernières années ! » Pour mieux comprendre l’enjeu que représente une approche globale de cette question, à l’échelle non des limites administratives, mais à celle, naturelle, des « bassins versants », les éditions Wildproject propose un petit ouvrage intitulé *Les veines de la Terre*. Il s’agit d’une « anthologie des bassins versants » avec des textes du géographe

libertaire Elisée Reclus (France), de l’écoféministe Vandana Shiva (Inde), du biorégionaliste Peter Berg (États-Unis) ou de l’ostréiculteur Hatakeyama Shigeatsu (Japon). « Chaque goutte coule inexorablement vers la mer. Le trajet qu’elle suit dépend des réseaux tissés par les fleuves et tous leurs affluents, qu’on appelle aussi bassins-versants. » Ce livre montre comment la conscience de ces bassins-versants permet de comprendre les crises écologiques et de les combattre.

*Les Veines de la Terre*, éditions Wildproject, 160 pages, 12 €.



Un concours de nouvelles

Une toute nouvelle maison d’édition voit le jour sur le territoire corrézien. Son nom : La Mèrue. Elle n’est pas peu fière de lancer son premier concours de nouvelles dont les meilleures seront publiées en fin d’année. Les textes devront faire au moins 12 000 signes, relever de la fiction et la Corrèze devra, d’une manière ou d’une autre, apparaître

dans le texte. Mais les éditeurs, bienveillants, ajoutent qu’il est possible néanmoins de tricher avec cette contrainte. Pour une sélection anonyme, la nouvelle ne devra pas être signée. Les textes sont à retourner avant le 1er juillet 2021. Alors, à vos plumes !

En savoir plus :  
editions.lamerule@laposte.net

1 000 articles d’IPNS accessibles sur son site !

Année après année, les anciens numéros d’IPNS ont été mis en ligne sur son site internet. Nous arrivons enfin au terme de ce long travail d’archivage mené par l’association Info Limousin, qui a procédé à un classement, avec des mots clés pour retrouver facilement les articles qui peuvent vous intéresser. Il est également

possible de revoir tous les anciens numéros tels qu’ils se présentent en format papier, sous la forme de fichiers PDF téléchargeables. Avec les derniers numéros qui seront saisis dans les prochains mois ce sont ainsi plus de 1 000 articles qui sont désormais disponibles.

[www.journal-ipns.org](http://www.journal-ipns.org)



La sève de bouleau

C’est le printemps, le moment de récolter l’eau de bouleau. En effet, c’est lors de cette période que la sève remonte dans l’arbre. Cette boisson végétale est considérée comme un élixir de jouvence bénéfique pour l’organisme, et plus particulièrement à la sortie de l’hiver. Il est bon à savoir qu’un arbre en forêt bénéficiera d’un sol plus riche qu’un arbre dans une prairie. Pour récolter de la sève de bouleau, vous devez percer un trou dans le tronc de l’arbre. Réalisez-le à sa base, au plus près du sol et donc des oligo-éléments. La sève prélevée sera alors plus riche ! Afin que votre récolte reste fraîche et consommable, il est conseillé de la récupérer tous les jours afin de mettre la sève au frais dès que possible. En effet, la sève de bouleau contient de nombreuses bonnes bactéries bénéfiques pour la santé, mais avec la chaleur, de mauvaises bactéries peuvent se développer rapidement. Pour que votre sève de bouleau reste fraîche le plus longtemps possible durant la récolte, placez le contenant sur le sol, au pied de l’arbre. La terre est un frigo naturel surtout en cette saison. Vous aurez alors plus de chance de respecter la chaîne du froid et éviter que la sève chauffe. Afin de conserver votre sève de bouleau, stockez-la dans une bouteille que vous remplissez à ras bord. Cela évitera que cette boisson soit en contact avec de l’oxygène et donc qu’elle s’oxyde. L’oxydation est responsable de la dégradation de certains aliments et entraîne le développement de mauvaises bactéries dont certaines comportent des risques pour la santé. Un verre chaque matin, à consommer sans modération !

CHRONIQUE D’EXILS

Jeunes majeurs étrangers, sortir de l’impasse

L’actualité a mis au grand jour la situation de jeunes étrangers présents depuis des années en France, arrivés soit mineurs isolés, soit avec leur famille, en cours d’études, d’apprentissage, accédant à l’emploi souvent dans des secteurs en pénurie de main d’œuvre et soudain victimes de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire (OQTF) dès lors qu’ils arrivent à leur majorité...

Si plusieurs de ces jeunes ont pu trouver une solution heureuse avec l’obtention d’un titre de séjour grâce à la solidarité que leur situation a suscitée, ce n’est malheureusement pas le cas de tous. Au-delà de ces cas emblématiques, les jeunes en détresse sont nombreux. Depuis des années, associations, enseignants, éducateurs, chefs d’entreprise, maîtres d’apprentissage, élus sonnent l’alarme et ne sont pas entendus. Les associations de solidarité sont quotidiennement témoins d’un terrible gâchis humain et social : voir des jeunes être menacés d’expulsion, réduits à

vivre dans la peur, l’errance et la clandestinité, alors que la France est devenue leur pays, celui de leurs liens, de leurs amitiés, de leurs amours, et qu’ils sont prêts à rendre à la société ce qu’elle a investi dans leur formation !

Pourtant, dès aujourd’hui, il y a des possibilités d’amélioration réelle et immédiate pour au moins réduire l’arbitraire des préfectures. Il suffit de faire cesser la suspicion généralisée qui pèse sur de nombreux jeunes dont les actes d’état-civil sont régulièrement contestés, alors que leur identité a été confirmée par un juge ou par les services consulaires de leurs pays. Il suffit de cesser d’exiger des documents impossibles à présenter pour obtenir un titre de séjour (comme des passeports guinéens par exemple), à plus forte raison lorsque la réglementation prévoit que leur présentation n’est pas obligatoire. Il suffit d’en finir avec le blocage absurde des demandes de rendez-vous en préfecture, qui, sous prétexte de dématérialisation, revient à fermer des voies de régularisation. Ainsi, des jeunes, que la loi oblige à demander un titre de séjour avant 19 ans, sont mis dans l’impossibilité de le faire... Il faut que ces jeunes puissent avoir accès à des formations ou contrats d’apprentissage, en fonction de leurs niveaux de compétences, qu’ils puissent poursuivre les parcours engagés, et plus largement poursuivre la vie qu’ils ont entamée en obtenant aisément un titre de séjour protecteur et stable. Il faut régulariser de façon large et durable les personnes étrangères présentes depuis plusieurs années sur notre territoire notamment en appliquant la circulaire du 28 novembre 2018 plutôt que de mettre fin à celle-ci sans le

Dès aujourd’hui, il y a des possibilités d’amélioration réelle et immédiate pour réduire l’arbitraire des préfectures



dire, de restreindre l’accès aux droits et ainsi multiplier les situations dramatiques. Ce sont là des mesures de bon sens, qui seraient la preuve que le message de ces jeunes, de leurs éducateurs et enseignants, de leurs employeurs, de leurs formateurs, a été entendu. Mais elles ne nous dispensent pas de réfléchir ensemble à la mise en œuvre de politiques d’accueil et de respect des droits fondées sur l’ouverture des frontières et des cœurs et non plus sur la peur et la fermeture.

Ce communiqué a été publié le 9 février 2021 par près de 40 organisations associatives ou syndicales.

À lire... à boire



# Le vélo au quotidien

Déjà auteur de trois livres sur le vélo, dont *Le vélo à la reconquête des villes, bréviaire de révolution tranquille* (L'Harmattan, 2009), Nicolas Pressicaud récidive avec *Le vélo au quotidien*, sous titré « pour une nouvelle culture cycliste au service des citoyens » (éditions Libre et Solidaire, 2021).

Actuellement enseignant, mais auparavant consultant spécialisé dans les « mobilités douces », Nicolas Pressicaud a accumulé des connaissances techniques et développé une réflexion qui se sont affinées et élargies au cours des années. Dans la préface, Olivier Schneider, président de la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), exalte le vélo comme « un outil incroyable de résilience face aux crises ». Son association a créé le baromètre des villes cyclables qui fait référence en la matière et elle est à l'origine de nombreuses manifestations (toujours pacifiques et non violentes) à ce sujet. Ainsi, à Montpellier, en 2018, après que le maire ait déclaré que « faire une infrastructure cycliste pour qu'elle soit utilisée par deux personnes, ce n'est peut-être pas l'idéal », les cyclistes manifestent sur le thème « Je suis un des deux »... et sont 1 500 à se retrouver !

## À la ville comme à la campagne

Nicolas a travaillé avec deux associés, un Allemand et un Néerlandais, ce qui lui a permis d'aller étudier dans leurs pays, ainsi qu'en Belgique et au Danemark, comment étaient résolus les problèmes de déplacements doux. La comparaison avec la France n'est pas à l'avantage de celle-ci. S'il y a eu des progrès dans les années récentes, il reste une bonne marge d'amélioration. Le livre présente une analyse précise, complète et détaillée des aménagements techniques et de l'environnement culturel et politique indispensables pour faire progresser l'utilisation du vélo. Même si la majorité des analyses et propositions concerne les villes, le vélo en campagne n'est pas oublié. Le stationnement, les véloroutes et le VAE (vélo à assistance électrique)

concernent aussi le monde rural. Même dans les petites villes, là où il y a des commerces et des services publics, il peut être utile de prévoir des possibilités de stationnement sécurisé. C'est encore plus important aux abords des gares (SNCF ou routières) où chacun devrait pouvoir se rendre à vélo et y parquer sa monture. Le développement des véloroutes, des itinéraires balisés empruntant des routes à faible circulation permet aux randonneurs cyclotouristes de visiter en profondeur nos campagnes. Celles qui existent en Creuse ont été particulièrement fréquentées au cours de l'été 2020. L'arrivée du VAE facilite les déplacements domicile-travail et différents déplacements utilitaires, tout en permettant aux utilisateurs d'avoir une activité physique.

## Revitalisation commerciale

Au-delà du seul vélo, Nicolas Pressicaud réfléchit globalement sur l'aménagement du territoire. Après avoir énuméré les nécessaires mesures de régulation automobile et recensé les possibilités d'associer train et vélo, il dégage deux axes principaux d'intervention. D'abord s'appuyer sur l'architecture historique des centre-ville pour en écarter le plus possible l'automobile (circulation et stationnement) et permettre ainsi que se développent la marche, le vélo, les jeux d'enfants et la nature. Ensuite permettre la revitalisation commerciale des centres urbains. Pour cela il est souhaitable que les commerces alimentaires soient situés en centre-ville comme c'est le cas en Allemagne. Parmi les moyens pour y parvenir, l'implantation de parkings à vélos près des magasins est très utile.

## Cultures nationales et vélo

Dans la progression souhaitable du vélo, les associations jouent un rôle fondamental. Les associations de collectivités, comme le Club des villes et territoires cyclables, ou Vélos et Territoires, favorisent la circulation des informations et la confrontation des expériences diverses. Les associations d'usagers sont encore plus importantes. La FUB, qui regroupe les associations militantes, fournit à ses membres des informations et des supports matériels de promotion du vélo. Elle dispose aussi d'une cellule d'assistance juridique et d'une revue Vélocité.

Un chapitre particulier du livre est consacré à une « réflexion sur les cultures nationales et leur rapport au vélo ». C'est, à première vue, le développement le plus surprenant de l'ouvrage, mais comme l'argumentation déployée est fournie et étayée, il faut prendre au sérieux la thèse soutenue, qui établit un lien entre la culture nationale

dominante et la pratique du vélo. Les pays de culture protestante du Nord de l'Europe seraient naturellement plus ouverts au vélo que les pays latins et catholiques. Voilà un beau sujet de débat ! D'autres pistes originales sont explorées comme la place de la nature et des animaux en ville, et le rôle que commence à jouer le vélo dans le développement des pays d'Afrique. Au total, un ouvrage dense, qui ouvre de multiples pistes de réflexion et montre que le vélo peut être un indicateur de transformations où l'écologie, le collectif et le sens pratique auraient la place qu'ils méritent dans un monde plus viable et respectueux de l'environnement.

Jean-François Pressicaud



## ABÉCÉDAIRE DU CYCLISME LIMOUSIN

# P Comme Poulidor

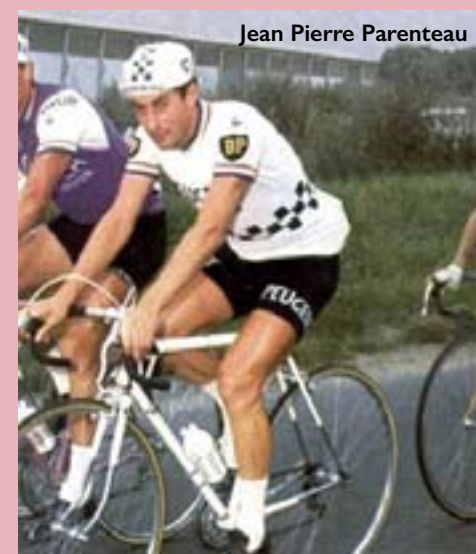
P comme Poulidor, bien sûr. Mais la carrière de Raymond a été retracée dans de multiples publications. Aussi nous contenterons nous d'en évoquer l'aspect le plus méconnu: ses débuts, avant le service militaire (années 1954 à 56). Grâce à la popularité du cyclisme d'alors et à la multitude d'épreuves bien dotées, Raymond a rapidement pris conscience de ses possibilités. Après avoir tenu la dragée haute aux meilleurs mondiaux dans les critériums de l'été 56, il avait remporté la dernière épreuve de la saison au Palais/Vienne (avec 6' d'avance). Ensuite c'est l'armée avec la conviction que le cyclisme pouvait lui assurer une promotion sociale inespérée. La suite est connue. Nous avons retenu 3 autres P, dont les carrières s'échelonnent de l'après-guerre aux années 80 : Jacques Pras, Jacques Pradeau et Jean Pierre Parenteau. Ce dernier et Pras, bien que charentais, ont participé à tant de courses limousines qu'ils apparaissent comme des vedettes du cru. Jacques Pras: vainqueur d'étape du Tour de France. Licencié pendant la majorité de sa carrière à Angoulême, il a écumé les épreuves limousines de 1946 à 63, avec des victoires probantes: Prix du Popu (50), St Léonard, St Mathieu, Piégut et Allasac. Son grand titre de gloire reste une victoire lors de l'étape Nantes-La Rochelle du Tour 48 (Bartali victorieux), où il règle une échappée, devant Lambrecht, nouveau maillot jaune. Jacques Pradeau est lui un pur Limousin. Débutant en 1952 à l'UVLimousine, il y restera jusqu'en 58, passera à La Souterraine en 60, puis l'UUVL en 62, et fin de carrière au CRCL de (64-66). Il est remarqué dès les premières

années pour ses qualités de sprinter-rouleur, réalisant une exceptionnelle saison 54 : 14 victoires et nombreuses places d'honneur.

C'est surtout dans les années 60 qu'il va s'épanouir. 1961: il remporte une très belle victoire - devant les pros - aux Boucles du Bas-Limousin à Brive. 1962: il est 17 fois victorieux et empoche à nouveau le titre régional des sociétés. 1963 : la Hte-Vienne est rattachée au Poitou. Il aligne 22 victoires durant la saison, dont le titre de champion des indépendants. Il brille aussi avec les pros : 4<sup>e</sup> à Oradour-Sur-Glane. 1965: encore victorieux à 14 reprises, mais l'année suivante, il se casse la clavicule dans un sprint de la « Route du Vin » (Aude). Cette chute, combinée à un grave accident du travail, met fin à la carrière de Jacky. Il demeure un des plus brillants coureurs limousins de l'époque.

Jean Pierre Parenteau : ce charentais né en 1944 a été licencié toute sa carrière à Nersac. Il a commencé à s'illustrer sur les routes limousines à partir de 1965, jusqu'en 86, avec un intermède professionnel de 1970 à 75. Dès 67, il avait été surnommé « le petit Merckx », en raison de sa boulimie de courses et victoires (80 au total jusqu'en 69). L'attaque à outrance caractérisait son style. Il allait avec sa « Floride », de course en course, souvent deux fois dans la même journée (après-midi, nocturne).

En 1967, il remporte 8 courses limousines. Sa victoire à Bussière-Galant est emblématique: échappé en solitaire, il couvre seul les 110 km sans jamais être rejoint, malgré le vent violent et la poursuite engagée par les meilleurs. Il ne tarde pas à confirmer au niveau national: en 1968, il remporte 2 étapes du Tour du Limousin (3<sup>e</sup> du général), termine 3<sup>e</sup> du Tour de l'Avenir et participe à l'épreuve sur route des J.O de Mexico. En 69, il s'impose à la Route de France, termine 3<sup>e</sup> du Tour du Limousin, gagnant la dernière étape. Puis, la même année, passe pro chez Peugeot, où il



restera jusqu'en 75. Toutefois, son activité n'est pas à la hauteur de ses années amateur. Il doit se contenter d'un rôle d'équipier, remportant tout de même le Tour de l'Aude (1973), participe à 3 Tours de France et autant de Vueltas. Il se fait ainsi remarquer dans le Tour 73, malgré une fracture de la clavicule dès le premier jour, n'abandonnant qu'à la 7<sup>e</sup> étape. Jacques Augendre rend hommage à son courage dans Le Monde. Retour chez les amateurs en 76 et réveil du coureur increvable des débuts, recommençant à aligner les victoires. En Limousin seulement, on relève 6 victoires en 76, 5 en 79, 7 en 81. Les places d'honneur abondent: 10 fois 2<sup>e</sup> en 76. Il s'impose dans des épreuves prestigieuses, comme St Laurent sur Gorre et Le Grand Bourg (1980). En 1986, à 42 ans, il termine encore 2<sup>e</sup> à Oradour sur Vayres et Bénévent, ce qui met brillamment un terme à une carrière bien remplie.

Jean François Pressicaud





## Affaire Creuse grand sud : Valérie Bertin au secours de Michel Moine

Vendredi 29 janvier à la Cour d'appel de Limoges devait à nouveau avoir lieu le début du procès de Michel Moine pour faux en écriture publique. Chaque date d'audience est l'occasion d'une nouvelle trouvaille pour reporter l'examen de l'affaire. Pour les cols blancs, la justice sait être lente, patiente et clémente. Cette fois la surprise est venue de Valérie Bertin, présidente de la comcom Creuse Grand Sud, partie civile. Elle a envoyé un mail à la cour d'appel la veille au soir, jeudi 28 janvier, pour démettre l'avocat de la comcom de ses fonctions. Le fait qu'une partie civile n'ait pas d'avocat a débouché sur un nouveau report (au mois de mars). Valérie Bertin a prétexté des découvertes de dernières minute dans cette affaire alors que, selon France 3 Limousin, c'est faux. La maire de Vallière a été élue en 2020 présidente de la comcom avec le soutien de Michel Moine. Tout se passe comme si elle jouait le jeu du maire d'Aubusson : trouver des astuces pour reporter toujours plus tard le procès et enterrer l'affaire (faux documents de 2015 portant sur 4 millions d'euros et une gestion catastrophique de la comcom). Prochaine étape : retour à la cour d'appel de Limoges le 26 mars avec un nouvel avocat pour la comcom, choisi par Valérie Bertin, qui écoutera peut-être, pour trouver un bon avocat, les conseils d'un certain Moine Michel...

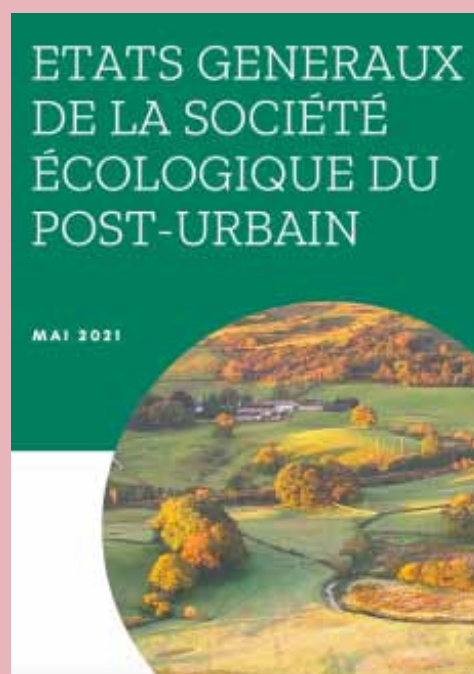


## À Doms et Eymoutiers, l'éolien industriel n'a pas le vent en poupe

Le 5 février dernier le conseil municipal de Doms s'est définitivement détourné du projet éolien des Pouges avec Engie Green, en votant à l'unanimité des conseillers présents contre ce projet. Le 25 janvier 2021 le conseil municipal d'Eymoutiers avait également voté contre. Pour l'adjoint au maire de cette commune, Philippe Simon, « nous devons produire notre énergie localement, avec des projets à taille humaine et qui implique la collectivité et les citoyens. Le projet éolien des Pouges est à une échelle industrielle et se trouve déconnectée des réalités de notre territoire tant en volume de production qu'en investissement financier. Qu'amène-t-il au pays à part une probable rentrée financière ? Et ne peut-on pas trouver de l'argent autrement pour des besoins locaux ? » C'est ce qu'il avait développé dans une lettre adressée à ses collègues dans laquelle il appelle à se « tourner vers des actions plus petites, à notre portée, dont nous aurons la totale maîtrise, en dehors des circuits de la grande finance » et de citer des projets de petit hydraulique, photovoltaïque à petite échelle, éolien maîtrisé et plutôt en autoconsommation, énergie bois optimisée localement, solaire thermique pour l'eau sanitaire... « Plus autonomes, plus économes, nous devons porter notre part pour permettre un avenir viable. »

## États généraux du post-urbain

Un collectif de chercheurs et de militants, menés notamment par Guillaume Faburel, professeur d'études urbaines à l'université Lumière Lyon 2, prépare des États généraux de la société écologique post-urbaine. Objectif : réfléchir à des modes de vie plus soutenables, organisés autour des villes moyennes et des ruralités. Ces rencontres auront lieu les 27, 28 et 29 mai, a priori sur le Plateau. Il commencera le jeudi 27 avec une « veillée funéraire des métropoles » et s'organisera autour d'ateliers avec la réalisation d'un manifeste. Pour ses organisateurs, la Fondation de l'écologie politique et une trentaine d'autres organisations (MRJC, Terre de liens, diverses associations liées à la décroissance, le réseau RELIER, le réseau des AMAP...), le verdict est catégorique : « Nous pensons qu'il est devenu vital de penser une réorganisation spatiale du peuplement au profit de milieux et cadres de vie à taille humaine et écologique : espaces ruraux, petits bourgs et hameaux, petites villes et villes moyennes. Ce sont particulièrement les espaces plus ouverts, ces ruralités longtemps présentées en déclin, qui offrent des possibilités pour le ralentissement, le soin de la terre et la réhabilitation de certains savoir-faire dans des systèmes économiques bien plus résilients et égalitaires. S'y développent, non sans quelques risques, des manières autres de vivre ensemble par la ré-interrogation de ses propres besoins au contact du vivant. » Comme l'écrivait en 2014 la plateforme de la Montagne limousine : il est temps de « bâtir un en-dehors de la métropole ». En savoir plus : [www.post-urbain.org](http://www.post-urbain.org)



## Mobilités : on se bouge ?

Lors de l'assemblée mensuelle de février du Syndicat de la Montagne limousine, il a semblé que le temps d'une commission autour des questions de mobilités, était venu. Différents éléments ont amené les personnes présentes à décider de lancer une première rencontre autour de la mobilité : comment se déplacer sur la Montagne ? Comment mutualiser des véhicules ? Comment aider ceux qui n'ont pas de voiture ou de permis ? La rencontre avec des personnes de la « commune disparate », dans le Berry, un autre territoire rural qui a déjà travaillé ces questions de véhicules en commun, pourrait être une occasion d'entamer un travail sur le Plateau. Si vous êtes intéressés par cette rencontre à venir n'hésitez pas à le faire savoir à [syndicat-montagne@ilico.org](mailto:syndicat-montagne@ilico.org)

### À noter !

**La fête de la Montagne limousine 2021 aura lieu fin septembre à Gentioux, en Creuse. Vous pouvez d'ores-et-déjà rejoindre les organisateurs et proposer des animations, débats ou interventions.**

**En savoir plus :**  
[www.montagnelimousine.net](http://www.montagnelimousine.net)

**Le Syndicat de la Montagne limousine a désormais un site qui permet de suivre son actualité, ses réunions et les travaux de ses différents groupes :**  
<https://syndicat-montagne.org>